

l'indignité

hebdomadaire d'action communiste

**dehors
l'ambassadeur
fasciste!**



messmer courage!

A l'heure où nous écrivons, la composition du nouveau ministère Messmer n'est pas encore connue. Mais il y a tout à parier que la montagne de mystère va accoucher d'une banale souris.

L'équipe ministérielle était discréditée. A tour de rôle, les bretteurs et les spadassins du régime mettaient leurs gros pieds dans les plats. Malaud avec l'ORTF, Charbonnel avec Lip, Marcellin en permanence. Depuis la première tonitruante du « Point » exigeant le départ de Messmer, les chroniqueurs spéculent bon train.

Selon Pompidou, l'opération remaniement vise à « augmenter la cohésion du gouvernement. C'est donc qu'en cette passe difficile il risquait d'en manquer. Renouveler la confiance présidentielle à Messmer, renforcer son autorité au moment où il en aura besoin, discipliner les frondeurs, les mauvaises langues, et les bavards : une mesure d'assainissement avant l'épreuve, sans plus.

Car l'épreuve sera chaude. Le pouvoir promet aux fonctionnaires 2 % d'augmentation pour les six premiers mois de l'année. Or, dès Janvier, et selon l'indice officiel, les prix ont grimpé de 1,7 %. Ainsi en moins de deux mois, les prix auront devancé la hausse des prix dans le secteur public. Et ce n'est pas fini.

Face à une attaque aussi insolente contre le niveau de vie des travailleurs, on sent déjà sourdre et monter la riposte. Krasucki, pour ne pas être pris de court, annonce la reprise de l'action. Mais sans attendre les initiatives à grand spectacle sans lendemain, les travailleurs de Saviem, des banques, de Rateau, d'Olivetti sont sur la brèche.

Le remaniement ministériel vise à donner le change. En vain. Ils peuvent vider le plus crétin ou le plus gaffeur, sacrifier un ou deux boucs émissaires. Ils ne peuvent changer de politique. Les promesses de Provins, bien que limitées, se sont évaporées avec l'alcool des banquets électoraux. Les contrats de progrès paient moins que jamais. Les ministres de choc, que ce soit Marcellin, Galley, ou d'autres continueront à tourner leur baïonnettes patriotiques et cocardières contre l'ennemi de l'intérieur.

Au moment où le « Canard Enchaîné » livre les dix noms de ses plombiers, « Libération » prouve, documents à l'appui, qu'en 68, la DST fournissait au SAC de Marseille la liste des militants syndicaux destinés comme à Santiago, à remplir les stades de concentration !

Voilà des mesures et des manœuvres plus durables que des ministres éphémères. En comparaison, remaniements et déplacements ne sont que rides sur l'eau.

Messmer III succède à Messmer II. Continuité dans le personnel, continuité dans la politique. Messmer, courage. Il en faudra.

Le 1^{er} Mars D B

URUGUAY

Recital DANIEL VIGLIETTI
Film « Los Tupamaros »
de Jean Lindqvist
Salle de la Mutualité
5 mars 1974 à 20 h 30
Comité de défense des prisonniers politiques en URUGUAY

5 HEURES SUR LES COLONIES PORTUGAISES

Le comité de base du CNSLCP (Comité national de soutien aux luttes dans les colonies portugaises) à la Cité Universitaire de Paris organisait un meeting de soutien au MPLA, PAIGC et FRELIMO. Ce sont 450 personnes qui vinrent écouter les rapports sur la situation dans les colonies, qui écoutèrent des chants militants portugais et assistèrent à la projection de plusieurs films ainsi qu'aux sketches et danses du ballet Kodja.

Le succès de cette initiative est une preuve supplémentaire des possibilités de développement d'un soutien de masse aux luttes révolutionnaires contre le colonialisme portugais et le soutien que la France lui apporte. Il est aussi une preuve que les militants des différentes organisations politiques françaises peuvent travailler unitairement pour une solidarité active et permanente.

AVORTEMENT ET CONTRACEPTION LIBRES ET REMBOURSES PAR LA SECURITE SOCIALE.

MLAC, Planning, MNEF, PS, PSU, Rouge, Révolution, AMR, CFTD, MLF, GIS, LO.

MANIFESTATION NATIONALE LE 6 AVRIL A PARIS.

CHILI

La semaine prochaine, nous publierons un nouveau dossier sur le Chili.

Au sommaire :
1) Les problèmes de l'unité de la résistance
2) Quel soutien ?
3) Le point de la situation politique au Chili

technique rouge

50 ans
contre les c.e.f. casernes!
MOBILISATION



Contenu de la page de mobilisation de la revue Technique Rouge.

Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

Rouge

hebdomadaire d'action communiste

ARGENT :
A L'ORDRE
DE ROUGE
CCP: 25043 88
PARIS

Directeur de publication :
Henri Weber
Les articles signés n'engagent
pas nécessairement le point
de vue de la Rédaction.

10, imp. Guéméné - Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

tarif des abonnements

	pour	la france	l'étranger
sous pli	ouvert	fermé	ouvert
un an	90	150	180
six mois	45	75	90

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement
accompagnées de leur règlement im-
médiate sont prises en considération.
Pour tout changement d'adresse, join-
dre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression : SAIE Moriamé
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

SOUTENEZ « ROUGE »

abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....



POMPIDOU PROTEGE L'AMBASSADEUR DE PINOCHET

Préparée de longue date, la manifestation contre la venue de l'ambassadeur de Pinochet a été l'occasion d'une mobilisation exceptionnelle des Comités Chili : en profondeur, dans les quartiers et dans les entreprises, dans les facultés et les lycées, des assemblées de préparation ont eu lieu dès le 10 février, pour organiser les participants. L'hypothèse envisagée au départ était que la manifestation serait interdite par le pouvoir. Celui-ci devait craindre la publicité faite autour des accolades entre Pompidou et le représentant des tortionnaires chiliens.

Affiches, tracts, prises de parole, communiqués de presse, tout fut mis en œuvre pour assurer l'information : de 6000 à 8000 personnes furent inscrites dans les groupes de base pour la manifestation. Jour après jour du 10 au 19 février le succès de cette activité fut spectaculaire : de nombreuses organisations et journaux soutenaient (les Jeunesses Socialistes, le PSU, l'ORA, la JEC, L'AJS-OCI, Politique-Hebdo, beaucoup de sections syndicales et d'unions locales CGT et CFDT décidaient d'appeler le samedi 23). Le « courant » passait : dans les lycées, les JC embarrassées se taisaient, dans les quartiers des militants du PC et du PS, de la CGT et de la CFDT attendaient, étonnés, désarçonnés par le mutisme de leurs directions. Pourquoi les « 18 » étaient-ils muets, « à la remorque » ?

C'est alors que la Fédération de Paris du PCF céda : sous la pression elle prit brutalement la décision d'appeler à l'ambassade. Elle n'eut même pas le temps de convoquer les « 18 », ni la CFDT, ni la FFN. Il n'y eut même pas de tract commun : seul un texte devait être repris par chaque organisation. Pas d'affiches. Seule l'« Humanité » publia un appel en première page, un éditorial solennel et la « rubrique Chili » tombée en désuétude reprit soudain une importance inattendue. Le PS soutenait et la CGT aussi. Le PSU appelait à son tour, girouette divisée.

Une réunion unitaire de la direction des comités Chili et des organisations qui les soutiennent eut lieu mercredi après-midi : maintenir l'appel le samedi c'était laisser le PCF diviser, saboter la mobilisation, laisser la police « autoriser » un défilé « pacifique » et interdire la « manifestation des provocateurs ». Le PCF s'était rallié à l'initiative, appelant à l'ambassade, c'était l'essentiel, il fallait maintenir le principe d'une seule initiative centrale, unitaire qui imposerait au pouvoir de reculer et de laisser la manifestation de masse se diriger vers l'ambassade. Le soir à l'AG des Comités Chili (145 comités présents, 36 comités de banlieue, 10 de quartiers de Paris, 47 de lycées, 16 d'entreprises, 36 de facultés) il y eut 15 voix contre, 11 abstentions et environ 280 voix pour appeler le vendredi au Métro Ségur.

C'est le lendemain que la seconde manœuvre des staliniens fut dévoilée : ils renonçaient — de leur propre chef — à se diriger vers l'ambassade. Alors que la Préfecture de Police n'avait pris qu'un seul arrêté (l'interdiction des abords de l'ambassade) alors qu'il était possible de constituer un énorme manifestation de masse se dirigeant vers l'ambassade, alors que le pouvoir, devant la conjonction des forces mobilisées, allait se résigner à ne défendre que l'ambassade, le PCF et le PS proposèrent d'eux-mêmes un parcours se rendant dans une direction opposée.

Soulagés, les policiers interdirent tout autre parcours : ils tracèrent « un couloir à manifestation » le dos tourné à l'ambassade et ils s'approprièrent à profiter de la division créée pour séparer les cortèges et provoquer délibérément celui des Comités Chili.

Le rôle de saboteur et de diviseur des directions du PCF, du PS et de leurs alliés est apparu à spectaculairement. Au fond, ils ne voulaient rien faire sinon limiter tout ce que pouvait provoquer comme réaction la venue de l'ambassadeur.

Ils l'ont encore montré au dernier moment en négociant un ultime parcours avec la police afin d'éviter l'unité des cortèges et de se diriger ouvertement dans la direction contraire à celle de l'ambassade (ils tournèrent à droite rue Lecourbe pour se dissoudre à « Convention »).

Mais jamais le PCF et le PS, sous la pression, n'ont osé avouer publiquement qu'ils ne voulaient pas aller à l'ambassade : le lecteur de l'« Humanité » ignorera toujours qu'ils n'y sont pas allés, car rien dans le compte-rendu final ne l'en informe. Et même, sans doute, les dirigeants ont-ils dû expliquer oralement que « c'était à cause des gauchistes » qu'ils n'y étaient pas allés. Comme « c'est à cause des gauchistes qu'il y a eu le coup d'Etat au Chili ».

Cette fois PCF, PS et compagnie ont payé le prix : ils étaient à peine aussi nombreux que le cortège unitaire des comités. Les Jeunesses Socialistes, beaucoup de militants du Parti Socialiste, le PSU, la JEC et beaucoup de militants des Jeunesses Communistes et de l'UFC se sont joints au cortège : ils auront pu mesurer le mensonge de l'« Humanité » qui ne parlait que de « quelques centaines de gauchistes qui ont provoqué des heurts à Montparnasse ». 10 000 participants défilèrent de Ségur à Denfert-Rochereau. S'il y eut des heurts à Vavin, l'entière responsabilité en retombe sur les barrages policiers systématiques. Ce sont les policiers qui ont grenadé les premiers, provoquant la réaction des manifestants : ce qui n'empêcha pas toute la manifestation de réussir à franchir les barrages et à passer sans dommages pour se dissoudre officiellement à Denfert-Rochereau.

La police avait pourtant tout mis en œuvre : fermeture de nombreuses stations de métro et rafles avant la manifestation, quadrillage de tout le Quartier Latin après la dispersion, accompagnement systématique, grenades et « bidules » prêts pendant tout le défilé. Le déploiement militaire était quasi sans précédent : se montrant ostensiblement, goqueurs, les CRS et gardes-mobiles ne pouvaient que provoquer ce que la presse a ensuite transformé en « heurts » et « violences gauchistes ». La direction des Comités Chili s'est efforcée pendant tout le défilé de ne pas renoncer à marcher vers l'objectif, de protéger les manifestants contre les brutalités des CRS, et de conserver avant tout son caractère de masse à la mobilisation.

Il n'y aura pas de répit contre l'ambassadeur et l'ambassade : les comités ne toléreront aucun représentant permanent de la Junte. Et il faudra beaucoup et beaucoup de policiers pour surveiller et protéger les hommes de Pinochet. Cette manifestation n'est qu'un début : le combat des comités continue. Arrachons Luis Corvalan, Bautista Van Schouwen, Oscar Gareton, Luis Vitale et tous les prisonniers politiques des mains de la Junte ! Imposons un front unique du mouvement ouvrier à l'échelle internationale en solidarité avec les travailleurs chiliens !



ROUGE/FOTOLIB



ROUGE/FOTOLIB

DES INCIDENTS OPPORTUNS

Samedi 23 février, 20 heures. Le Quartier Latin est calme : diffuseurs de presse, marchands de brochettes, et queues de ciné... Attroupements possibles autour de chanteurs et bonimenteurs. Quatre policiers en civil s'approchent de deux chanteurs et, sans motif, entreprennent de les embarquer. Réaction spontanée des passants, bronca et sifflements. Les argousins sortent leurs matraques et frappent les badauds qui veulent leur arracher les chanteurs, et s'agrippent aux policiers qui les entraînent vers les cars. Alors, les CRS en faction boulevard St Germain, déboulent en tenue de cosmonautes et ratissent. Charges violentes, ratissages aveugles, au hasard des queues de ciné. Les piétons se piquent au jeu, narquent et harcèlent : grande partie de chat-perché jusqu'à 23h30. Alors les charges deviennent plus importantes et canalisent les passants vers Odéon, paisible jusque là. Au moment où les premiers arrivent à Odéon, une voiture prend feu sans qu'on sache comment : ça semble réglé comme un exercice de pyrotechnie. Tout le monde se disperse, tandis qu'on voit apparaître des têtes connues, militants du GAJ, provocateurs identifiés par les étudiants de Jussieu et Censier.

La radio, discrète sur la manifestation Chili du 22, fait grand tapage sur l'émeute du quartier latin. La Préfecture de police parle d'émeutiers professionnels que la manifestation de la veille n'avait pas rassasiés.

Chaque fois que le Ministère de l'Intérieur a besoin de doper sa

police et de lui donner prétexte à agir, il trouve fort à propos des « incidents » au Quartier Latin. Il y a deux ans, le scénario avait été jusqu'au pillage de boutiques. Sombre affaire qui s'est perdue dans les méandres de la justice, sans qu'on en sache le dernier mot.

Ajoutons que certains policiers se sont livrés samedi soir à des excès de zèle musclé : trois étudiants de passage (en voiture) à minuit ont subi des sévices et se sont portés partie civile. Nous publierons leur lettre la semaine prochaine.

A BAS LE « CLUB DE PARIS »

Mardi 26 février, 18 heures : Raoul Saez, conseiller économique auprès du ministre des Finances de la junte chilienne, président du « Club de Paris », reçoit. C'est au 217 boulevard St Germain, à la Maison de l'Amérique latine. Tous les présidents des grandes banques sont invités. Il y a d'abord une conférence, puis un banquet. Les fascistes chiliens, installés en plein cœur de Paris, appuyés par Pompidou et la grande finance, se repaissent de leurs crimes.

18 heures 10 : Pendant plusieurs minutes, soixante manifestants des Comités Chili font irruption devant la grande porte, manifestent et déploient banderoles, affiches et tracts, tout cela malgré la présence proche de 4 cars de police. C'est la sortie des ministères boulevard St Germain : la foule hue l'intervention violente des CRS. 6 Manifestants seulement sont arrêtés, quelques uns furent battus sur place, tous injuriés et relâchés tard le soir. Mais une fois de plus, les représentants de la junte ne sont pas passés inaperçus : partout, ils seront traqués, partout, ils seront dénoncés, partout, il faudra que le pouvoir multiplie les flics pour les protéger.

sauvons. puig antich!



FOTOLIB. ROUGE

Tout reste possible. Dans sa cellule, depuis de longues semaines, Salvador Puig Antich attend la mort. Pourtant, la dictature franquiste hésite encore : les mobilisations de solidarité, les meetings de protestation se multiplient même si la campagne pour sauver Puig Antich n'a pas réussi à passer à un stade supérieur.

Nos camarades à Montpellier ont tiré un premier bilan de la campagne sur la ville, qui est riche d'enseignements.

Quant à Toulouse, pour la troisième fois consécutive, les militants révolutionnaires se sont heurtés aux forces de l'ordre, trop empressées de prêter main-forte à la dictature de Franco en empêchant toute manifestation d'ampleur pour sauver le jeune condamné à mort.

Quatre militants arrêtés à la suite des affrontements sont jugés en flagrant délit. La mobilisation doit se poursuivre et s'étendre pour faire reculer Franco et Marcellin qui s'obstine de son côté à « nettoyer » le Pays basque français en multipliant les mesures policières arbitraires contre les réfugiés politiques.

**A bas la collaboration Franco-Marcellin !
A bas la dictature franquiste !
Sauvons Salvador Puig Antich !**

MONTPELLIER

A Montpellier, la campagne de solidarité avec Puig Antich a connu un important développement. En s'en prenant au Talgo-TEE, un train d'hommes d'affaires reliant Genève à Barcelone, les révolutionnaires inauguraient une série d'actions illégales certes, mais très populaires et qui allaient jouer en faveur de la mobilisation de masse et contre la passivité et la vulerie des réformistes. Après le Talgo, retardé au total de près de deux heures et recouvert de slogans anti-franquistes qui furent être nettoyés à Perpignan pour éviter l'incident diplomatique, ce sont les fontaines de Montpellier qui furent remplies de sang de bœuf. Le 29 janvier la Mairie de Montpellier, officiellement jumelée avec Barcelone, était occupée jusqu'à une réunion extraordinaire du Conseil municipal où le Maire annonçait qu'il avait cédé aux exigences des occupants : l'envoi d'un télégramme demandant la vie sauve pour ANTICH au gouverneur militaire de Barcelone. Entre temps, une première manifestation avait rassemblé près de mille personnes. Un rassemblement convoqué dans l'hypothèse où plus de persuasion aurait été nécessaire auprès du Conseil municipal en réunissait 500. L'engagement était pris alors d'appeler dans les 24 h suivant la confirmation de la sentence par Madrid, à une marche sur le consulat d'Espagne. Ce fut chose faite le lundi 18 février : pour la première fois à Montpellier, les manifestants assurèrent très efficacement la défense de leur cortège jusqu'au Consulat où les CRS lancerent des grenades à tir tendu, blessant un de nos camarades à la face. Ils reçurent en réponse des jets de cocktails Molotov qui les désorganisèrent un temps. Preuve était faite que la violence policière n'était pas le seul fait du

régime espagnol. D'ailleurs le soir même les syndicats et l'Union de la gauche au grand complet appelaient enfin à un rassemblement malgré toutes les ratiocances du PCF. « Rouge » appelait les révolutionnaires à y participer.

Finalement les stalinien « pour ne pas être entraînés dans des violences irresponsables » réussissaient à transformer au dernier moment la manifestation en rassemblement en salle. 300 révolutionnaires assistèrent à la débandade jamais vue ici d'une dizaine de bureaucrates qui n'avaient réussi à mobiliser pour leur meeting que 60 participants : on le transforme en prise de parole de Rouge ! Les jours suivants, le PCF seul dénonça, hystérique, les provocateurs, allant jusqu'à envoyer ses deux députés auprès du Préfet pour qu'il sévisse contre les « groupuscules provocateurs bien connus des services de police ». Rouge a engagé une campagne politique auprès des organisations ouvrières et démocratiques pour qu'elles dénoncent ces procédés inqualifiables.

La preuve éclatante a été faite, qu'au-delà d'initiatives diverses pour briser le mur de silence construit autour de Puig Antich, il était possible de faire une campagne de propagande et d'agitation contre le rapprochement des politiques des bourgeoisies françaises et espagnoles, contre l'escalade de la répression de la dictature. L'écho très réel de cette campagne dans les entreprises, son aspect très populaire, l'articulation des actions d'avant-garde et des mobilisations de masse, tout cela est un résultat riche pour les révolutionnaires.

Montpellier,
le 19-2-74

TOULOUSE

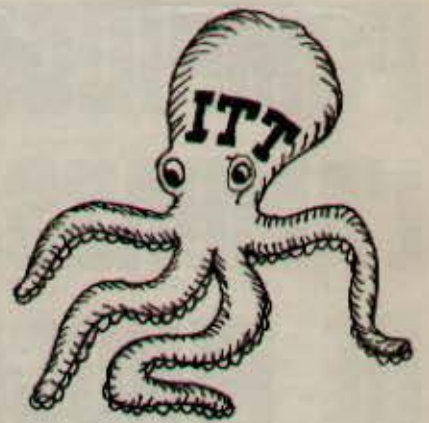
Nos 4 camarades sont sortis la tête haute du Palais de Justice de Toulouse, emportés dans une manifestation improvisée par les 1500 sympathisants venus exprimer leur solidarité pendant le procès. Si De la Derrière est condamné à un mois de prison avec sursis, Moret et Cailaud à 15 jours, et Hashini à 8 jours avec sursis et 200 F d'amende, le tribunal a été obligé de reconnaître la légèreté des charges retenues contre eux. L'ampleur de la mobilisation qui a immédiatement répondu à leur détention après la manifestation de solidarité avec Puig Antich jeudi dernier, la grève générale depuis lundi à la faculté du Mirail, à la fac de Lettres et à l'INSA, les 2000 manifestants dans les rues de la ville lundi à la veille du procès ont pesé lourd dans la balance.

Le pouvoir s'était lancé dans une épreuve de force depuis les premières mobilisations et prétendait leur casser les reins en interdisant toute manifestation publique et en condamnant lourdement les militants arrêtés. Mais il a été forcé de reculer, de renoncer au procès expéditif qu'il envisageait et de ne condamner finalement nos camarades qu'à des peines symboliques. La défense a insisté sur la pleine légitimité d'une manifestation en solidarité avec un jeune militant anarchiste que la dictature franquiste s'apprête à assassiner, manifestation dont les UD-CGT et CFTD avaient elles-mêmes dénoncé l'interdiction.

Un membre du SNEsup est venu témoigner au nom du Bureau National en faveur de Moret. Si l'on tient compte enfin que le seul témoin à charge, le flic qui accusait De la Derrière de porter un casque au moment de son interpellation, a dû finalement se rétracter, le verdict n'en reste pas moins scandaleux.

Mais cette première victoire ouvre la voie à de nouvelles mobilisations pour arracher à la mort Salvador Puig Antich.

Correspondant



STANDARD ELECTRICA

CONTRE LA PIEUVRE ITT
VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS !

Nous publions ci-dessous la prise de position de l'intersyndicale des travailleurs de la CGCT en solidarité avec la lutte des travailleurs de la Standard electrica à Madrid, elle-même filiale du trust multinational ITT.

Il n'est pas besoin de souligner l'importance de ce message de solidarité internationaliste à l'heure où la bourgeoisie internationale serre les rangs pour faire face à la crise économique menaçante et en faire payer le prix aux travailleurs.

Paris le 12 février 1974

Camarades, travailleurs de la Standard electrica,

Nous avons eu connaissance de votre lutte contre la direction de la SESA, commencée le 15 janvier.

Nous avons appris aussi que la collusion d'ITT avec le gouvernement espagnol vous a conduit à affronter directement les forces de répression de l'Etat espagnol.

Nous connaissons aussi les difficultés que rencontrent les travailleurs espagnols pour s'organiser librement et défendre leurs conditions de vie et nous savons quel prix ont payé les travailleurs espagnols dans ce dur combat (procès des 1001).

Nous soutenons pleinement vos revendications :

- Augmentation générale pour tous de 5.000 pesetas, garantissant un salaire minimum de 500 pesetas par jour,
- Révision des salaires tous les 6 mois, en tenant compte de l'indice du coût de la vie, plus 50 % de cet indice,
- Semaine de 40 heures,
- Un mois de congés payés,
- Droit de réunion,
- ainsi que celles décidées au cours de votre Assemblée générale du 31 janvier :
- Réintégration de tous les licenciés,
- Annulation des sanctions,
- Liberté pour les détenus.

En tant que représentants des travailleurs de la CGCT (11.000 travailleurs, première entreprise téléphonique du groupe ITT-France), nous avons organisé depuis le début, l'information de votre lutte dans le groupe CGCT.

Nous sommes conscients que la lutte contre ITT trust multinational doit être internationale.

En effet, actuellement, 310 travailleurs de l'usine d'ITT Mac Laren à Glasgow en Ecosse, sont en grève depuis 13 semaines : la direction a transporté une partie des machines en Allemagne ; les grévistes ont donc décidé d'occuper l'usine pour protéger leur outil de travail (depuis 8 semaines) !

En mai 1973, des travailleurs en grève dans une usine de la CGCT à Masy (près de Paris), ont découvert que la direction essayait d'utiliser des pièces détachées en provenance de la SESA Madrid !

Nous sommes donc prêts à riposter comme il le faut à toute tentative d'ITT pour casser votre lutte en utilisant notre travail en France.

En même temps que cette lettre, nous envoyons des messages de protestation :
- Aux directions d'ITT, à la Standard et à Bruxelles (Centre de la direction d'ITT)

- Au ministère du Travail espagnol. Seule l'unité de tous les travailleurs pourra permettre de faire céder ITT !

CGCT Vaugirard
CFDT, CGT, F.O.
Masy,
CFDT, CGT,
Clamart,
CFDT, CGT
Longuenesse,
CFDT
Rennes,
CGT,
Boulogne-le-Portel,
CFDT

LA
GUERRE
COLONIALE
QU'ILS
PREPARENT

● 45 000 militaires, soldats de métier ou appelés, en majorité stationnés dans les Territoires et Départements d'Outre-mer. C'est le total des troupes chargées de veiller au grain sur les territoires de chasse de l'impérialisme français, des colonies ou néo-colonies. Le tout coiffé par un « inspecteur des forces extérieures », général de son état. Quelques contours de cette véritable armada dressée face aux travailleurs antillais :

— Fort de France, capitale de la Martinique, 80 000 habitants : trois lycées, 12 casernes placées aux endroits stratégiques de la ville.

— La Martinique, île de 70 Km de long sur 30 de large, trois hélicoptères de la « gendarmerie d'outre-mer », relevant elle aussi d'un commandement spécial. C'est un d'entre eux qui a lancé des grenades lacrimogènes sur les grévistes du Lorrain, il y a quinze jours.

— Le 15 octobre 1972, aux Antilles, un représentant du Ministère des Armées et un envoyé de la mission militaire française à Washington se sont réunis pour étudier les conditions du maintien de l'ordre dans les colonies américaines de la France.

— En novembre 1972, le budget des TOM-DOM est adopté. Premier poste en augmentation : la police et les tâches de maintien de l'ordre.

— Rouge N° 240, début février, révélait le plan d'un exercice fait l'an dernier par les troupes françaises stationnées aux Antilles. Sujet : « Depuis quelques mois, les mouvements d'extrême-gauche se manifestent : l'agitation risque de gagner la partie de la population la plus défavorisée. Un camp retranché dans l'île de la Marie-Galante a été repéré par les autorités militaires. Il servait de repaire à 250 rebelles venus de l'étranger en vue de préparer une révolution. Les forces armées ont pour mission d'écraser ce foyer révolutionnaire »

— Septembre 73, 500 légionnaires rescapés de l'Allemagne nazie ou nostalgiques de la « gégène » d'Algérie, sont installés en Guyanne. Ils sont à quelques heures d'avion de la Martinique et de la Guadeloupe.

Les travailleurs antillais, dès qu'ils font valoir leurs droits les plus élémentaires, se heurtent à un appareil de répression sans équivalent. La solidarité internationaliste en France n'en est que plus décisive.

J.K.

PREMIERE RIPOSTE,
LE 21 FEVRIER

Un millier de personnes ont assisté, le 21 février, au 44, rue de Rennes, à un meeting de solidarité avec les travailleurs antillais, organisé par le GRS et Combat Ouvrier, avec le soutien de Rouge, Révolution !, l'AJS-OCI, Lutte Ouvrière, l'ORA-Front Libertaire, et l'Union Générale des Travailleurs Réunionnais en France.



« S'il y a eu mort d'homme, c'est que depuis quelques semaines des groupes organisés ont entrepris un travail d'agitation. Ce sont eux qui ont organisé la manifestation du jeudi 14 et armé la foule de bâtons et de coutelas.

Qui sont-ils ?

— Ce sont des trotskystes qui profitent de la situation pour faire campagne en faveur de l'indépendance. Mais ils sont très minoritaires (...). En réalité le débat qui m'a jadis opposé à Alain Krivine à la télévision continue : réforme ou révolution ? Moi je suis pour la réforme »

C'est Stasi, ministre de nos colonies qui parle dans les colonnes du « Point » La réforme ? Sous le soleil des tropiques, elle tire sans sommation sur les travailleurs en grève. Illmany, tué par balle, Marie-Louise, battu à mort... des coutelas contre les mitraillettes des gendarmes mobiles. Merci, M. Stasi !

Ces petites phrases doivent être prises au sérieux. Elles visent en fait nos camarades du Groupe révolution socialiste (section antillaise de la IVème Internationale).

Nous avons demandé à Edouard Delepine, membre du CC du GRS ex-dirigeant du Parti communiste martiniquais d'y répondre.

INTERVIEW DE DELEPINE (membre du Bureau Politique du GRS)

Quel est d'après toi le sens de la suspension de la grève générale ?

A mon avis, cela vient de deux choses : d'abord les directions syndicales avaient l'impression de ne pas contrôler totalement le mouvement. Plutôt que de le laisser se développer, elles ont préféré limiter la casse après avoir obtenu satisfaction notamment dans l'agriculture. Mais si les directions syndicales ne dirigeaient pas entièrement, il n'y avait pas d'autres directions reconnues non plus. Le mouvement était plus ou moins spontané et il y a eu, après la mort d'Illmany et la découverte du cadavre de Marie Louise, un repli, mais un repli dans le sens où un pallier a été atteint.

Maintenant, les négociations vont s'ouvrir le 5 mars. Mais on voit mal ce que ça va donner car les 12 points de la CGT recouvrent des revendications très vastes (industrialisation, abolition du salaire minimum de l'agriculture, etc...), c'est-à-dire des questions qui ne peuvent être tranchées tout de suite. On voit pas très bien ce que cela peut donner sauf sur les allocations familiales, peut-être la caisse de chômage, mais pour l'instant, les directions syndicales n'ont que des promesses du gouvernement.

Celui-ci peut évidemment céder sur des points comme les prestations familiales, mais on voit mal comment il pourrait résoudre le chômage d'un coup de baguette magique.

Nous proposons, par exemple, l'échelle mobile des heures de travail, mais ce mot d'ordre n'a pas été retenu par les syndicats.

Pour notre part nous nous sommes battus dans les syndicats sur deux thèmes :

- négociations générales et non par secteur
- revendications unifiantes comme augmentations égales pour tous, échelle mobile des salaires, réduction massive du temps de travail.

L'échelle mobile a été acceptée à la SPEDEM par exemple ce qui a d'ailleurs

fait dire à la Préfecture que c'était une grève du GRS.

Maintenant, il y a suspension jusqu'au 28 mars. Est-ce que tu penses que ça va redémarrer après cette date ?

Redémarrer ? Certainement. Peut-être pas sous la forme d'une grève générale, mais il y a des secteurs très combattifs qui ne vont pas se laisser piéger par Stasi et compagnie. La SPEDEM, les hospitaliers, le bâtiment et peut-être même l'agriculture pourraient reprendre. Tout ce que le gouvernement a lâché, dans la canne ou la banane, ont déjà été largement récupéré par la hausse des prix. Les gars ne se sont pas battus comme ils l'ont fait pendant quinze jours ou un mois simplement pour 35 F 45. Ce n'est pas pensable. Nous avons fait un calcul, portant sur la consommation dans les cantines (riz, huile, morue, lentilles) : cela donnait une augmentation moyenne de 50 %.

Comment appréciez-vous les possibilités de répression de la part du pouvoir ? Répression contre les travailleurs et répression contre les groupes politiques ?

Nous croyons qu'il est extrêmement difficile actuellement de réprimer ouvertement, pour fait de grève, les travailleurs. Il y a quelques cas, semble-t-il, notamment dans le Nord, là où nous intervenons, d'ouvriers qu'on n'aurait pas encore réembauché. Mais on leur dit qu'on va les réembaucher, qu'il n'y a pas encore de travail. Mais, je ne pense pas qu'actuellement le pouvoir et la bourgeoisie soient assez forts pour envisager une répression ouverte.

Contre les groupes, c'est plus difficile à apprécier mais on ne voit pas l'intérêt que le gouvernement aurait à prononcer la dissolution du GRS par exemple.

Je te pose cette question parce que, en France, on a assisté à une campa-

gne de Stasi et Orsetti présentant le GRS comme responsable des affrontements.

Oui, cela s'explique par le fait que le GRS est intervenu régulièrement avant la grève générale dans le bâtiment et sur la grève de France-Antilles avec le journal « Le travailleur rouge ». Et incontestablement, le GRS a préparé le mouvement. Nos militants ouvriers ont été très actifs. Néanmoins, le GRS ne confond pas soutien d'une grève et direction d'une grève. Si nous avions dirigé la grève, cela aurait pris une toute autre dimension.

Nous soutenons intégralement le mouvement, mais nous ne le dirigeons pas. Le gouvernement le sait très bien, mais dans la mesure où le GRS est actuellement le groupe d'extrême-gauche le mieux structuré, celui qui a l'intervention la plus régulière sur l'ensemble des secteurs, ça l'inquiète, dans la mesure surtout où le GRS a adhéré à la IVème Internationale et peut disposer d'appuis internationaux, en particulier des camarades français. Nous ne disons donc pas que le risque de répression n'existe pas. Il existe toujours mais actuellement cela semble peu probable.

Ce que le gouvernement sait aussi, c'est que la grève a été provoquée par l'aggravation des conditions économiques et cela se reposera au lendemain du 28 mars d'une manière encore plus criante qu'il y a quinze jours.



GAMMA

GAMMA

VERS LA GREVE GENERALE DE LA PROFESSION ?

crédit lyonnais

Partie d'un service, la grève reconductible chaque matin par assemblées générales du personnel gagne l'ensemble du Crédit Lyonnais à Paris et en province. Progressivement, les revendications des différents services se sont unifiées : 400 F, 20 points, 2 jours de congé supplémentaires effectifs, conditions de travail et en plus paiement des heures de grève.

Le fait que la direction ait cédé une prime de 400 F et des augmentations d'effectifs aux services entrés les premiers en lutte a accéléré le mouvement de débrayage. Rapidement les employés ont exigé en plus de la prime une augmentation égale pour tous de 20 points. Aujourd'hui, face à un mouvement qui semble devoir durer

longtemps, beaucoup se posent le problème de durcir leurs revendications et d'exiger 70 points, 250 francs d'augmentation mensuelle pour tous.

Tirant les leçons des échecs des grèves pressions répétitives menées dans le passé, les employés ont rompu avec les formes traditionnelles de lutte. Il était devenu clair que la prise de direction de la grève par les travailleurs eux-mêmes était la condition nécessaire de la victoire.

Sur proposition de militants syndicaux CFDT et FO chaque service en lutte a élu un comité de grève. Ceux-ci coordonnent quotidiennement au niveau central.

La CFDT et FO encouragent la formation de ces comités. La CFDT lyonnais déclarait dans un tract il y a 8 jours « notre position est claire, la CFDT

soutien les comités de grève aussi, ceux-ci n'ont rien d'anti-syndicaux, au contraire, ils sont complémentaires ».

Il en va tout autrement pour l'appareil de la CGT. Ce n'est que contraints par les grévistes et par des militants de leurs syndicats qui participent spontanément aux comités de grève que les bureaucrates ont été forcés d'admettre (banderoles communes, prises de parole à la tribune des meetings), ces organes de démocratie ouvrière. Jusqu'ici toutes leurs tentatives pour contester la représentativité des comités de grève ou les cantonner à des tâches techniques se sont brisées sur les réactions des grévistes, soutenant les représentants qu'ils ont élu et dans lesquels ils placent toute leur confiance. Cette lutte qui n'en est qu'à ses débuts

marque un progrès considérable du niveau de conscience des employés de banque. Tant au niveau de la nature des revendications qu'à celui des formes de grève, elle se situe à l'avant-garde des luttes actuelles de la classe ouvrière. L'exemple du Crédit Lyonnais se répand à la Société générale et à la BNP où des services commencent à débrayer, où des assemblées générales de préparation de la lutte se tiennent de plus en plus nombreuses. Malgré leur attentisme, les fédérations syndicales ont été contraintes d'appeler, jeudi à une grève de l'ensemble des banques qui peut avoir un rôle d'accélération considérable.

Chez les membres du comité de grève du Crédit Lyonnais comme chez nombre d'employés d'autres banques, l'idée germe en effet que la perspective aujourd'hui à l'ordre du jour, la seule capable de faire céder le patronat bancaire c'est la grève générale reconductible de l'ensemble de la profession. Face à cette détermination de plus en plus claire, les directions syndicales auront grand peine à louverer.

INTERVIEW DE CAMARADES DU COMITE DE GREVE DU CREDIT LYONNAIS

● Aux meetings devant l'Opéra comique et à la Bourse du travail, un représentant des comités de grève a pu prendre la parole en même temps que les représentants syndicaux. C'est un fait nouveau. Combien y-a-t-il de comités de grève constitués sur les divers services du Crédit Lyonnais et comment avez-vous été amenés à les mettre sur pied ?

■ Il y a quatre comités de grève : le siège, St Martin, la Défense et Levallois. Chacun comprend à peu près 10 personnes par service en grève qui sont élues dans chaque service par le personnel en grève. Ainsi à St Martin et au siège le comité regroupe 40-50 personnes. Ils se réunissent tous les jours avec les délégués syndicaux et rapportent toutes les questions qui ont été posées en Assemblée générale.

▼ Une précision : pour les comités de grève, après les élections par service, ça a été approuvé par l'AG des grévistes par centre. Ça c'est donc fait à deux échelons : d'abord l'élection par service, ensuite l'élection par centre pour St Martin, pour le siège et pour la Défense. Pour Levallois, le comité de grève a été constitué aujourd'hui.

● Quels avantages voyez-vous dans la constitution de comités de grève ?

■ C'est la première fois que je participe à un comité de grève, disons que ça permet de ne pas avoir tout le personnel pour discuter de tout (ce serait la pagaille), mais nous savons vraiment ce que le personnel pense et ce qu'il décide des actions à mener.

● Avez-vous participé à d'autres grèves ?

■ Non, c'est la première fois.
◆ Moi, oui : j'ai participé à plusieurs grèves. La dernière marquante, c'était en 71 sur l'augmentation du capital, une grève qui a pourri d'ailleurs. Pour une part c'était dû à la direction, mais c'était également de la faute des organisations syndicales qui à ce moment-là dirigeaient complètement la grève : le personnel n'avait absolument pas la parole. Il n'y avait pas de prise en charge de la lutte par les travailleurs eux-mêmes.

▼ Moi j'ai participé à la grève de 72 de 48 heures qui a été une grève assez importante, mais là aussi menée sans aucune participation du personnel : il n'y a pas eu d'AG de préparation, mais seulement consultation dans les services.

● Tu as parlé de plusieurs comités de grève. Est-ce qu'il y a une liaison entre eux ? Comment envisagez-vous d'étendre les comités de grève sur les services où il n'y en a pas ?



ROUGE FOTOLIB

■ On a établi une coordination et nous pensons nous réunir, nous avons commencé aujourd'hui pour discuter, afin de ramener toutes les informations que chaque comité de grève peut avoir.

▼ Chaque service a élu des délégués à un comité de grève d'immeuble, mais ceci dit, il reste le problème des agences qui rentrent actuellement dans la grève et pour lesquelles il n'existe pas de comité de grève, la question est en suspens.

DERNIERE MINUTE

LA BANQUE DE FRANCE OCCUPEE !

Mardi, les agents de service et les secrétaires comptables débrayent 1h pour obtenir leurs revendications de catégories. Là-dessus, le gouverneur leur retient une journée entière de salaire. Lundi, ils étaient 2000 à occuper avec leur cinq syndicats le hall de la boîte. Aujourd'hui, mercredi, la banque de France est totalement occupée et bloquée. « Nous on occupe. Si le directeur revient sur sa décision, peut-être qu'on discutera ».

● Quelle est l'attitude des directions syndicales par rapport à ces comités de grève ?

□ Je crois qu'il faut diviser les organisations syndicales en deux : d'une part la CFDT et FO qui sont favorables à ces comités de grève et travaillent avec eux et d'autre part la direction de la CGT qui essaya de les saboter et qui conteste même leur représentativité. C'est très net :

◆ A l'origine, les comités de grève ont été proposés en AG à St Martin par FO et la CFDT, ensuite ils ont été établis dans les autres centres. Pour la CGT, à partir de jeudi, ça a été l'attaque en règle contre les comités de grève : un permanent du siège est venu à St Martin expliquer que d'abord le comité de grève n'avait pas été élu démocratiquement et deuxièmement que de toute façon c'était aux syndicats de diriger la grève et pas aux comités de grève. A la rigueur il voulait bien qu'il y ait un comité de grève pour s'occuper de toutes les petites tâches techniques... A ce moment-là la CGT n'était pas contre que les syndicats fassent un certain boulot dans ce sens-là. Dernièrement, à la Bourse

du travail, au meeting, la CGT ne voulait pas que le comité de grève prenne la parole et c'est la salle qui a réclamé que les comités de grève parlent en premier, soutenus par la position intransigeante de la CFDT et de FO.

● Selon vous quel devrait être le rôle des organisations syndicales par rapport à des comités de grève pendant la lutte ?

□ Pour moi, les syndicats devraient avoir un rôle positif, être tout à fait d'accord pour des comités de grève et les soutenir. D'abord parce qu'ils représentent des syndiqués et des non syndiqués et sont donc vraiment représentatifs du personnel. Ensuite je trouve qu'ils font un travail vraiment efficace et qu'ils devraient avoir le soutien des syndicats. A mon avis, ils sont irremplaçables dans la lutte.

◆ Je crois bien qu'on est au moment crucial de la lutte. La question : qui dirige la lutte ? Les syndicats ou les comités de grève commence à se poser. Le problème aussi c'est la relation entre comité de grève et syndicats. Les deux questions vont être débattues dans les jours à venir. Pour moi c'est les comités de grève qui doivent diriger la grève. De toute façon, les syndicats sont dans les comités et depuis le début ont toujours exposé ce qu'ils pensaient. Enfin, tout ce qui a été prévu dans les comités de grève depuis 8-10 jours a été tranché dans les AG. Au niveau de la démocratie, on a été loin, et la CGT ne peut pas nous faire de reproches.

● Avez-vous constitué des commissions, comme cela s'est fait à Lip ?

▼ Il y a quelques petites commissions : une qui se charge d'informer la presse, une composée de volontaires qui préparent des affiches à la peinture et le matériel pour les collages. Il y a une commission « culture et loisir » qui a contacté des gens qui ont une caméra et qui ont mis à notre disposition des films ; ils sont entrain de tourner un film sur la grève au Crédit Lyonnais qui durera à peu près une heure. On l'aura en milieu de semaine. Ils ont également contacté des vedettes qui sont prêtes à venir chanter bénévolement pour les grévistes.

◆ Il y a aussi une commission Agences : c'est un groupe de personnes qui va circuler dans les agences pour raconter ce qui se passe au siège et pour essayer de les amener à la lutte. Il y a aussi une commission photo : des tas de gens en ont pris, tant de l'intérieur que de l'extérieur : comme au siège il y a un labo-photo, on va faire le tirage nous-mêmes pour l'envoyer sur les centres de la région parisienne afin de faire des panneaux. Il y a des tas d'idées qui germent en ce moment, et qui ne sont pas toujours reprises, mais qui souvent font leur petit chemin et réapparaissent quelques jours après.

ptt: ça bouge



Depuis le début de l'année, le climat s'est fortement réchauffé dans les PTT. Certes, il n'y a pas eu de mouvement d'ensemble important, mais des dizaines et des dizaines de batailles partielles montrent la même volonté de ne pas faire les frais de la politique de rentabilisation à outrance.

UNE ABSENCE DE DIRECTIVES SYNDICALES

Dans un tel contexte, les directions syndicales n'avancent pas de perspective de lutte : celle de la CGT passe son temps à inonder les travailleurs de tracts expliquant que les « gauchistes » ont conduit les travailleurs de Lip dans l'impasse ; aucune information sur les luttes en cours, sauf dans la presse syndicale... quand tout est fini, pas de mouvement d'ampleur en perspective : on fera peut-être 24 heures de temps en temps. Quant à la direction de la CFDT, elle laisse la base se débrouiller.

Et, semaine après semaine, on sort des tracts pour expliquer que la situation dans les PTT va de mal en pis.

AGIR, C'EST POSSIBLE !

Les luttes actuelles restent éparpillées. Mais cela ne signifie pas qu'elles n'aient aucune perspective. Au contraire, dès qu'un centre, un service se met en grève, il est possible d'intervenir efficacement en mettant en pratique les propositions que défend la Taupé Rouge PTT :

« — Popularisons la lutte en prévenant les autres secteurs, par des communiqués de presse, des distributions de tracts à la population. Dans tous les centres, tenons à jour le panneau d'information sur les luttes en cours.

— Organisons démocratiquement la grève par la tenue d'assemblées générales et l'élection de comités de grève composés des grévistes les plus combattifs, reconnus par tous. La grève de 53 a montré l'efficacité de ces comités et la possibilité de centraliser, de les coordonner à l'échelle d'un centre, d'une ville ou d'une région.

— Appelons les travailleurs usagers à soutenir la lutte dans les quartiers, en expliquant le sens de la lutte (des effectifs pour un meilleur service, de meilleures conditions de travail...), en appelant à la solidarité financière, etc.

— L'administration veut imposer le contrôle de la gestion, imposons le contrôle des travailleurs sur les conditions de travail, les effectifs, les bénéfices des sociétés mixtes et la perte de notre pouvoir d'achat. Etablissons nos cahiers de revendications.

— Refusons toute nouvelle initiative de l'administration nous imposant des travaux supplémentaires (les catalogues) sans fournir les effectifs correspondants.

— Si l'administration ne veut pas céder, reconduisons la grève ».

Correspondant PTT

■ En province les conflits se sont multipliés : à Bordeaux-gare pour des effectifs supplémentaires, au CCP La Source à Orléans débrayage et manifestation contre les suppressions d'emploi, grève du zèle aux chèques de Rouen ; à Lille-gare, Dijon-gare, Nice-entrepôt, Limoges-gare, Niort-gare, des mouvements ont eu lieu.

A Paris, on a vu bouger les principaux secteurs :

— **Postaux** : à Paris 19, après une assemblée générale, le personnel des guichets décida de refuser les catalogues des maisons de vente par correspondance (Trois Suisses, Redoute) ; à Paris 13, grève des agents un samedi après-midi pour exiger le samedi libre ; à Paris 17, grève de 24 heures pour des effectifs supplémentaires ; à Paris 10, même chose contre les mauvaises conditions de travail ; à Paris R.P. grève du personnel des guichets (effectifs, conditions de travail, vacances).

— **Chez les chauffeurs** : une grève le 22 février a été largement suivie.

— **Dans les télécoms** : l'interurbain a débrayé deux heures à Paris-Bonne Nouvelle et les techniciens ont fait des grèves tournantes du 22 au 28 pour l'alignement des salaires.

UNE MYRIADE DE LUTTES LOCALES

On n'en finirait plus d'allonger la liste. Elle montre à l'évidence que la politique de l'administration (rentabilisation et privatisation) fait sentir ses conséquences dans tous les secteurs.

Parfois, en jouant ouvertement avec ses employés : ainsi, dans les chèques postaux, comme le manque d'effectifs rend le travail impossible à l'approche du paiement du tiers provisionnel, elle n'embauche pas, elle bouche les trous en déplaçant du personnel comme des pions de dame d'une case à une autre. C'est ainsi qu'on a vu arriver à Montparnasse récemment 16 perfos venues... d'Orléans ! Ça s'appelle « mutation d'office » voire « affectation provisoire »... Le prix à payer pour ce personnel, c'est le trajet Paris-Orléans deux fois par jour.

Parfois cela prend la forme d'une remise en cause insidieuse des avantages acquis : dans les centres de tri par exemple, où elle a dû accorder les 35 heures de nuit et les 40 heures de jour, elle cherche à maintenir la même charge de travail, à grignoter les pauses, à chasser les temps morts... Elle procède bureau après bureau, joue la division entre auxiliaires et titulaires, etc.

LA MORT D'UN OUVRIER

Un ouvrier de 17 ans broyé sous une grue. Non, ce n'est pas un assassinat, même si les conditions de travail de l'usine rendaient ce genre de mort prévisible. C'est un simple accident du travail, un fait banal : toutes les heures en France il meurt en moyenne un ouvrier de cette façon.

● Lorsque l'UIE vient s'installer à Cherbourg, les édiles locaux et la presse aux ordres saluèrent l'arrivée de cette société multinationale qui construit des plate-formes de forage pour les champs pétrolifères sous-marins. Beaucoup de bruits, beaucoup d'illusions, y compris chez nombre de travailleurs qui changèrent d'usine pour aller s'y embaucher dans l'espoir d'une bonne paye.

Bien vite, le ton changea : les patrons de l'UIE, soucieux avant tout de profit, étaient venus à Cherbourg chercher une main-d'œuvre « bon marché et souple » ; on embauche une masse d'intérimaires ; les conditions de travail se dégradent : « allez le plus vite possible, car nos clients pétroliers sont très pressés » a dit Miller, le PDG...

Travailler à l'UIE devient dangereux pour sa vie. Il faut souder à plus de 40 mètres de haut, respirer les gaz toxiques, sans cesse surveiller les énormes grues car des charges de plus de 25 tonnes peuvent tomber.

Dans ces conditions les accidents sont nombreux : grains de meules dans les yeux, chutes dans les trous non banalisés, jambe coupée par une poutre en fer, coups de fumée (intoxication par les gaz de la soudure) écrasement d'une clavicle sous les tubes de ferraille, etc., et dernièrement la mort d'un jeune manoeuvre de 17 ans.

C'était vendredi dernier, à 8 heures. Une grue sur chenilles de 250 tonnes levait des fers (25 tonnes). Un jeune manoeuvre stabilisait la charge en tenant une corde. Tout d'un coup, il y a ripage et le

jeune ouvrier se trouve brusquement sous les 25 tonnes de ferraille. La grue avançant, son corps est broyé sous la chenille. Il faut alors emmener le grutier victime d'une crise nerveuse.

Un quart d'heure après, tous les gars débrayent en riposte. En début d'après-midi, tous les travailleurs se rassemblent devant l'entrée et attendent la direction. Son arrivée provoque des remous. Des gars exigent des explications publiques, une confrontation publique entre ouvriers et direction. Les directions syndicales, paniquées, s'appliquent à l'éviter. La colère gronde. Beaucoup de jeunes en veulent. Finalement, l'affaire se termine par une modeste manifestation à l'Inspection du Travail où s'engage une négociation.

Quand les responsables syndicaux annoncent les résultats de l'accord signé aux gars restés dehors, les engueulades éclatent aussitôt. Et tout le monde repart en manifestation dans les rues de la ville.

Lundi matin, on reprend le travail, mais pas n'importe comment : la matinée sera donnée à la famille de l'ouvrier tué.

En fait, si la lutte n'a pas dépassé le cadre imparti par les directions syndicales, l'accord n'a rien réglé ; le problème de la sécurité reste crucial. Le contrôle ouvrier sur la sécurité doit être mis en avant, c'est ce qu'a expliqué la Taupé Rouge : la direction ne va pas céder sous les seules demandes du Comité Hygiène et Sécurité. La mobilisation des travailleurs est la seule véritable garantie.

le 18-2-73
Correspondant



ENTRE L'USURE ET L'ESCALADE

Le vendredi 22, les représentants syndicaux se sont retrouvés chez Charbonnel en face des dirigeants de Rateau qui n'avaient rien d'autre à leur présenter que le plan de démantèlement prévu : fermeture de 3 ateliers, suppression de 400 postes (Humanité 23-2-74).

De plus, Ambroise Roux trouve que la justice est vraiment trop peu expéditive : il vient de faire appel contre la décision du juge de reporter son jugement sur l'occupation au 4 mars !

L'appel semble avoir été rejeté. Qu'y a-t-il derrière ces décisions de juges (à Rateau, à Olivetti) de repousser leur juge-

ment ? Une pression politique d'un pouvoir peu sûr de la situation ou des réactions individuelles de juges que les patrons veulent utiliser trop grossièrement ? Ce qui est beaucoup plus sûr, ce sont les risques d'intervention des flics après le 4 mars !

UN 27 FEVRIER TRISTE ET DANGEREUX !

Dans L'Humanité du 22, René Buhl affirme : « Après une période d'inévitable hésitation, le monde du travail réagit et engage la lutte ». Dans L'Humanité du 25, c'est une déclaration CGT-CFDT du

même ton : « La CGT et la CFDT... estiment que l'heure est à l'action offensive des travailleurs sur les salaires et sur l'emploi... elles invitent leurs organisations à soutenir les luttes en cours, les étendre et les coordonner tant au niveau local qu'au niveau des branches professionnelles ».

Et c'est vrai que la cascade de luttes que connaissent la Seine St Denis et les environs ne fera pas mentir ces déclarations : Câbles de Lyon Gennevilliers, Kléber Colombes, les 6 Thomson, Pigmy, Olivetti, Crédit Lyonnais, Banque de France et... Rateau, c'est impressionnant !

Mais alors, comment se fait-il que malgré un appel départemental des 5 syndicats sur toute la Seine St Denis, malgré des milliers de tracts distribués (dixit L'Huma), nous nous soyons retrouvés le 27 à « quelques » milliers dans un coin du stade Géo-André ? Pourquoi ? Sinon qu'il n'y a pas eu, de la part des dirigeants CGT super-majoritaires dans la Seine St Denis de volonté de réellement mobiliser ?

Pourquoi ? Est-ce la crainte de débordements « inadéquats » dans la situation politique actuelle ?

Toujours est-il que ce comportement

est très dangereux pour les Rateau et pour les travailleurs menacés dans leur emploi.

ON NE PEUT PAS HESITER : IL FAUT ESCALADER !

Si on ne veut pas être acculé à une défaite ou à un très mauvais compromis, l'heure est à l'escalade sur la région et sur le trust. L'offensive dont parlent les dirigeants CGT et CFDT, elle est possible sur la Seine St Denis et sur la CGE. Deux initiatives sont à l'ordre du jour et elles pèseront lourd pour Ambroise Roux et le pouvoir :

- Une manifestation centrale au siège de la CGE appuyée sur un arrêt de travail dans toute la Seine St Denis

- La discussion d'une plate-forme de lutte sur toute la CGE, préparatoire à l'élargissement de la lutte sur tout le trust si le mutisme d'Ambroise Roux l'impose.

Il faut prendre au sérieux les menaces d'expulsion : il faut se préparer à le faire payer très cher au patron. C'est un préavis de grève sur la région et sur le trust qu'il faut brandir comme menace.

La victoire est indispensable et possible à Rateau, mais la responsabilité de la CGT est énorme.

points chauds

IMRO ROUEN

Il y a quatre semaines la direction de l'Imprimerie Rouennaise annonce une réduction de travail de 54 mn par jour sans compensation de salaire pour une durée limitée (dit-elle). A la réunion du CE elle est plus claire : cette diminution ne serait pas temporaire mais on établirait un horaire « flottant » suivant les besoins en travaux. En un an la direction compte ainsi économiser 120.000 F pour combler en partie son déficit.

Le jeudi 14 une délégation du personnel fait les propositions suivantes :

- 42 H 30 payées 47 H 30
- 45 H payées 46 H
- journée continue
- rattrapage aux 47 h 30 avec rattrapage des heures perdues depuis deux semaines

La direction fait attendre sa réponse jusqu'au lundi 18 : c'est non sur tout.

Les travailleurs hypo-moto décident l'arrêt des fiches de travail et des épreuves à partir du mardi et demandent une conciliation régionale, conséquences : aucun bon à tirer, pas de fiche de travail, pas de factures.

Le lendemain mercredi, l'action continue, la direction et les cadres descendent au service pour menacer et décider l'illégalité du mouvement qui « entrave la bonne marche de l'entreprise ». Le jeudi, dès 7 h 30, la direction convoque un par un les travailleurs pour les intimider individuellement, elle laisse planer la menace d'une fermeture de l'entreprise.

En fin d'après-midi, le délégué du personnel est convoqué à la comptabilité et se trouve nez à nez avec deux huissiers venus constater les entraves à la bonne marche de l'entreprise et l'illégalité de l'action engagée (non respect du code du travail et de la convention collective). Le délégué refuse de signer quoi que ce soit et constate à son tour que les cafards n'ont pas mis le moindre bout d'antenne dans le service typo et boivent comme parole d'évangile les récriminations du patron. Les travailleurs durcissent leur mouvement en arrêtant aussi les corrections. Vendredi 22 : la fédération du Livre (CGT) se solidarise avec l'action des typo-proto mais elle préconise de passer par des conciliations régionale et nationale pour couper court aux menaces juridiques et se donner la possibilité d'une négociation sur le plan national. La direction refuse la concili-

ation et ajourne toute discussion au lundi suivant.

Devant tous ces refus le personnel pèse toutes les données du problème et décide à l'unanimité la grève illimitée jusqu'aux négociations.

IDEAL DAMMARIE : 200 F POUR TOUS.

Ideal-Standard : 1200 travailleurs dont 80 % d'immigrés. Travail aux pièces, travail de nuit, la chaleur, le bruit, la poussière. Un patronat de choc.

Le 15 février, en assemblée générale, la grève est votée pour :

- 200 F d'augmentation égale pour tous
- la satisfaction des revendications des démolisseurs qui débrayaient déjà depuis trois semaines
- le paiement des heures perdues

- l'échelle mobile des salaires, indice CGT

Un piquet est mis en place, la grève sera reconduite chaque jour en AG. Bientôt le problème de l'extension à l'échelle du trust se pose directement : le 18, l'usine de Blancmesnil débraye à 95 %, à Aulnay-sous-Bois, le 21, un débrayage se fait pour 200 F pour tous, près de 500 travailleurs au piquet. Le 26, un mot d'ordre de grève est lancé sur tout le trust avec délégations au siège.

Mais, à Dommarie, le patronat durcit son attitude : charge de la maîtrise contre les piquets de grève, menace de procès contre les délégués du personnel, lettre individuelles... Ces pressions réussissent à entamer le moral d'une partie des travailleurs : le lundi matin un piquet de grève n'est même pas mis en place, une quarantaine d'ouvriers reprennent. L'après-midi un piquet se reforme, les grévistes présents reprennent courage, mais beaucoup ont déjà baissé les bras : le lendemain matin seuls 7 travailleurs se retrouvent au piquet. La reprise se fait par petits paquets, l'après-midi, l'usine tourne à 80 %.

C'est l'échec.

Et pourtant - contrairement à l'année passée - ce n'est pas la démoralisation. Beaucoup veulent tirer un bilan de cette lutte, discuter notamment de la faiblesse d'organisation de la grève, et de la façon dont l'UD-CGT a fait la popularisation. Les militants d'Ideal-Rouge seront au cœur de ce débat qui s'engage dans l'usine.

le 26.02.74
Correspondant

PIGMY : 2 SEMAINES D'OCCUPATION CONTRE LES LICENCIEMENTS.

Après 2 semaines de lutte avec occupation des locaux, la grève de Pigmy s'est terminée sur les résultats suivants :

- au lieu de 50 licenciements annoncés, 9 travailleurs seront mis en pré-retraite avec indemnités, 3 sont licenciés avec promesse de reclassement à salaire égal ;
- 5 % d'augmentation mini sont prévus pour avril ;
- la journée de lock-out est payée ;
- le maintien de l'entreprise à St Denis est garanti pour trois ans.

Ce bilan prouve deux choses : d'abord, le peu de crédit qu'il faut accorder aux « arguments économiques » du patronat. Hier, 50 licenciements étaient « inévitables », la fermeture menaçait ; aujourd'hui, ce sont 11 travailleurs qui quittent l'usine qui tournera au moins pendant 3 ans... Ensuite, la duplicité de cette direction, obligée de reculer sur les licenciements et qui a tout de même profité de la situation pour frapper des militants combattifs (sur les 3 licenciés, 1 CGT et 2 CFDT).

C'est pourquoi, malgré ce recul, on ne peut vraiment parler de victoire et cela explique la position défendue par la section CFDT (31 voix contre 136) pour continuer la grève jusqu'à réintégration des licenciés.

OLIVETTI : GAGNER LA BATAILLE DU FRIC ET DU SOUTIEN.

Après 8 jours de grève sans résultats dans leur entreprise d'Aubervilliers, les 400 travailleurs d'Olivetti ont décidé d'occuper le hall d'exposition parisien. C'est en plein cœur du XVIème, très près du Ministère de l'Intérieur. Là, l'occupation s'est parfaitement organisée, animée surtout par la section CFDT, très majoritaire. Mais le patron d'Olivetti a des ressources et pour le moment il s'est contenté de faire donner la justice contre l'occupation.

Le moral est au plus haut mais l'estomac va crier famine : après le joli coup de l'occupation, les

grévistes s'attaquent au problème du soutien financier.

Et ils commencent par :
6 heures au BATACLAN
boulevard Voltaire
Paris XIème
Vendredi 1er mars
de 20 H à 2 H

La semaine prochaine, nous donnerons la parole aux responsables syndicaux interviewés.

AIX-SECOSEM LA LUTTE DURCIT

- 200 F d'augmentation pour tous
- augmentation de la prime d'ancienneté
- prime de transport pour le personnel à la journée
- contre les classifications patronales, un taux d'OS pendant trois mois
- 1400 F par mois base 40 h
- Puis un seul taux OS 2 à 1550 F par mois base 40 h
- Depuis le 1er février 400 OS de la SECOSEM sont en grève 2 h par jour, et se réunissent tous les jours en AG pour discuter de la continuation de la lutte.

Une commission popularisation a été mise sur pied. Elle sort tous les jours un tract Mardi 25 journée nationale Thomson, les grévistes sont allés sur le marché avec des panneaux et des tracts.

Les 400 grévistes sont décidés à lutter jusqu'au bout.

La grève a été appelée par les syndicats CGT, CFDT.

Depuis deux jours, les agents techniques et les mécanos ont rejoint le mouvement.

L'heure est aux luttes !
Tous unis contre le trust Thomson !
200 F pour tous !

Correspondant

L'IMP LA BODINIÈRE OCCUPE.

Le 31 janvier dernier, l'IMP Enfance inadaptée de la Bodinière a renvoyé chez eux ses 115 pensionnaires. L'association privée qui le gère sous la houlette répressive de M' Jean Foyer soi-même, s'est dissoute. Le propriétaire-directeur médico-pédagogico-administrateur

(tout ça à la fois !) Maas a refusé de renouveler le bail.

Pourquoi cette liquidation ? A la Bodinière régnaient des conditions d'hygiène et de sécurité et de sécurité carcérales :

- 2 douches pour 120 enfants, pas d'eau chaude
- pas d'inspecteur de la sécurité, pas de veilleur de nuit, et une pédagogie de pointe :
- châtiments corporels fréquents
- peines de cachot pour les enfants épileptiques.

Pendant longtemps, Maas a engagé un personnel sous-qualifié et s'est cru tout permis :

- 46 heures payées 40 heures
- 1 jour de congé par semaine
- 1 dimanche sur 6

C'est en dénonçant son exploitation que le personnel a mis en lumière le scandale de la condition faite aux enfants. Sentant venir un vent malsain pour eux, Foyer, Maas et leur clique ont précipitamment décidé de mettre la clef sous la porte. Sitôt cette décision connue, le personnel s'est réuni en assemblée générale pour avancer des propositions en accord avec la CFDT :

- prise en charge de l'établissement par les pouvoirs publics
- pas de licenciements, pas de ruptures de contrats
- réintégration des enfants qui n'auront pas été pris en charge ailleurs.

Un comité d'action regroupant syndiqués et non syndiqués a été créé pour animer l'occupation et faire des propositions aux AG.

Foyer, ancien ministre de la Santé, idéologue suprême de « Laissez-les vivre », a envoyé pendant des années des gosses malades au cachot, il a servi de caution aux exploités d'un bain médical privé. Il a tenté d'étouffer le scandale : trop tard, c'est une bombe !

Elle a un retentissement considérable dans la région. Le personnel a lancé un appel pour la création d'un comité de soutien. Celui-ci s'est constitué rapidement avec de nombreux travailleurs de la santé de Tours et d'Angers, les UL-CGT de Trélazé et d'Angers, l'UD-CFDT, le groupe angevin pour la liberté de l'avortement et de la contraception, des parents d'inadaptés, le groupe santé-médecine de la fac de Tours, Libération et Rouge.

Il a pris de nombreuses initiatives sur la région pour dénoncer le politique de rentabilisation de la santé, la politique de l'enfance inadaptée, coordonner les luttes des divers IMP et organiser le soutien financier.

Pour le soutien :
CCP 133-51
Mlle COURMONT
Mention : soutien Bodinière



l'auto-destruction...

Si les constructeurs de voitures particulières connaissent des difficultés, il n'en est pas de même pour les constructeurs de voitures utilitaires. Pour ces derniers, des perspectives florissantes se font jour : de nouveaux marchés à l'exportation s'ouvrent et les ventes d'autobus font un bond en avant. Saviem, qui vient d'agrandir son usine près de Caen, annonce toutes les semaines de nouveaux contrats (la semaine dernière c'était un contrat de 2000 véhicules avec l'Algérie). Berliet embauche massivement.

Même parmi les constructeurs de voitures particulières, les répercussions sont différentes. La hausse considérable du prix des produits pétroliers et la limitation de la vitesse sur les routes ont remis au goût du jour les petits modèles, à faible consommation. Or les marques françaises sont en général surtout axées vers le bas de gamme dont les ventes augmentent. Aussi, chez Renault règne-t-il un certain optimisme : on prévoit pour 74, des chiffres de vente importants grâce au succès de la R 5, plus forts même peut-être qu'en 73. Chez Peugeot, on compte sur la 104 pour se maintenir au niveau de 73. Chez les autres, les perspectives sont moins brillantes : la gamme actuelle de modèles de Citroën par exemple est peu adaptée aux conditions du marché.

VERS UNE NOUVELLE RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

La crise actuelle devrait être l'occasion d'une nouvelle restructuration du secteur. L'industrie automobile est déjà très concentrée en Europe, mais encore insuffisamment aux yeux de la bourgeoisie : alors qu'aux Etats-Unis 4 constructeurs contrôlent le marché, il y a encore une quinzaine de constructeurs européens indépendants (dont 4 rien que pour la France). C'est trop. C'est

Décembre 73 : c'est la panique dans l'industrie automobile. Les clients se font rares. On assiste à des baisses de vente extraordinaires : entre 40 % et 60 % de moins que l'année précédente à même époque en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, et aux Etats-Unis. Dans ce dernier pays les patrons n'y vont pas de main morte et mettent en chômage 60 000 ouvriers. En France la crise semble moins grave, mais il n'y a pas de petits profits : le patronat en profite pour forcer les ouvriers à prendre une semaine de vacances à Noël. Il leur restera trois semaines en été...

Février 74 : la situation s'est clarifiée. On peut commencer à faire les premiers bilans. Trois constatations s'imposent : d'abord que, si la situation générale de l'automobile n'est pas bonne, tous les patrons de cette branche ne sont pas logés à la même enseigne ; ensuite que cette crise va être l'occasion d'une nouvelle restructuration de l'industrie automobile à travers une accentuation de la guerre entre constructeurs ; enfin que les plans patronaux signifient une attaque directe contre les travailleurs, avec un essai de remise en cause des avantages acquis.

pourquoi non seulement des accords se sont multipliés, mais des bruits commencent à courir dans les milieux spécialisés : on dit que General Motors s'intéresserait de très près à FIAT et que Renault voudrait profiter des difficultés de Citroën pour commencer à mettre la main sur une partie de son capital.

La guerre est ouverte. Qui va en faire les frais ? En système capitaliste, la piétaille des guerres a toujours été la classe ouvrière.

UN PLAN ANTI-OUVRIER SOIGNEUSEMENT ETABLI

L'industrie automobile est une industrie de pointe. Pour assurer son expansion, elle a dû consentir à ses salariés des conditions relativement avantageuses. Chez Renault, par exemple, les directions syndicales avancent comme revendication pour le salaire minimum : 1650 F pour 40 heures. Dans certaines usines, pour les équipes, compte tenu du temps de casse-croûte et de douche, l'horaire de travail est de 40 heures. Le patronat de l'automobile est bien décidé à profiter de la crise actuelle pour remettre

en cause une série d'avantages acquis.

Le plan du patronat de l'automobile s'inspire largement des directives de Ceyrac et de Giscard. Il a deux volets : d'abord tenter de briser la combativité en faisant planer des menaces sur l'emploi, puis cueillir les fruits, c'est-à-dire ralentir la progression des salaires.

* Pour tenter de casser la combativité ouvrière une des meilleures armes c'est le chômage partiel. Chez Citroën, Simca et Peugeot, les travailleurs ont du faire le « viaduc » entre Noël et le jour de l'an. De nouvelles mesures de chômage partiel sont prises actuellement. Mais pour éviter toute réaction ouvrière d'ensemble, elles sont prises parfois de façon limitée et sélective.

Le meilleur exemple en est fourni par Renault : le vendredi 15 février, Dreyfus trouve sur son bureau l'état des stocks de la veille au soir. Cet état montre que les stocks sont très importants pour les voitures de haut de gamme (R 15, R 16, R 17). Ces voitures sont toutes fabriquées à Sandouville près du Havre. Les collaborateurs de Dreyfus lui proposent alors deux solutions : soit accélérer le montage de R 12 à Sandouville, soit

décider le chômage technique. Dreyfus n'hésite pas : faire chômer Sandouville, c'est pour lui une opération excellente. D'une part il peut escompter que les réactions seront faibles puisque la perte de salaire restera limitée. D'autre part cette mesure est un excellent avertissement aux autres usines : « pour le moment on ne s'en prend qu'à Sandouville, restez tranquilles ou votre tour pourrait bien venir. »

Opération de division entre les travailleurs des différentes usines d'une même société, chantage au chômage... tout cela se double d'une accentuation de la répression. Dans ce domaine, c'est Berliet qui a ouvert la voie, en dénonçant unilatéralement les accords signés avec les syndicats. Chez les autres constructeurs, la répression est très sélective et se fait plutôt sous forme de mutations ou d'avertissements.

* Les condition étant en place, les patrons peuvent passer à la deuxième étape de leur plan : alors qu'en général dans l'industrie automobile, les salaires en 73 ont augmenté de 2 à 3 % de plus que l'indice INSEE, pour 74, les patrons veulent limiter la hausse des salaires à celle de cet indice, qui ne reflète même pas la hausse du coût de la vie.

Là encore, la fermeté patronale s'accompagne volontiers de quelques habiletés destinées à masquer le fond de sa politique et à diviser les travailleurs. Ainsi, chez Renault, la direction a saisi la perche tendue par les dirigeants de la CGT : ils réclamaient une indemnité exceptionnelle de vie chère de 200 F, eh bien, la direction a accordé une prime exceptionnelle de 110 F uniforme. Ce qui a permis aux dirigeants CGT d'expliquer : « Evidemment, 110 F ce n'est pas 200 F mais nous approuvons le principe d'une prime uniforme »...

un programme pour la lutte

Refuser de faire les frais de la gabegie du système capitaliste ; engager la lutte dès maintenant sur des revendications unifiantes ; mais aussi préparer à travers les luttes d'aujourd'hui l'avènement du socialisme de demain.

Ainsi, le plan anti-ouvrier des patrons est au point, leurs intentions ne font pas de doute. Pourtant la riposte ouvrière est loin d'être à la mesure de l'attaque.

Les directions syndicales font preuve d'un attentisme manifeste : en particulier celle de la CGT. On a oublié les petites phrases de Ségué de la rentrée annonçant que les mobilisations ouvrières pourraient amener à écarter le septennat présidentiel. En décembre et en janvier, la CGT a essayé quelques revers sérieux lors des élections professionnelles dans la métallurgie. Ses dirigeants en ont tiré la conclusion que « ceux qui flottent » avaient été sans doute effrayés par le langage trop dur et l'opération psychologique de la bourgeoisie.

Le résultat, c'est qu'ils n'ont pas offert de perspectives centrales de mobilisation, alimentant ainsi un certain désarroi dans les rangs des travailleurs face aux premiers coups portés par le patronat dans le contexte général de chantage à la crise.

C'est pourquoi, la riposte ouvrière est tardive, inégale, très éclatée : chez Berliet la combativité monte, à la Saviem, elle s'est exprimée dans la montée de grèves partielles tendant à la généralisation à laquelle la direction a répondu par le lock-out. Mais chez Peugeot, chez Renault, on attend. Les dernières luttes ne se sont pas soldées par des victoires. Elles ont laissé un goût amer de division entre professionnels et OS. Alors on attend, on tend le dos, on écoute. On écoute et on discute. A Billancourt et à Sochaux l'heure est à la réflexion. Mais le patronat aurait tort de voir là le présage d'une longue période de « paix sociale ». L'avenir pourrait bientôt lui réserver des surprises...

LE PLAN ANTI-OUVRIER

Citroën

* Ouvriers de la région parisienne : chômage les 4 et 18 février : perte de 5 % sur le salaire mensuel.
* Régions de Metz, Rennes, Caen : chômage les 31 janvier, 1er, 14 et 15 février : perte 10 % sur le salaire.

Peugeot

* Suppression du travail volontaire du samedi.

Simca

* Deux jours chômés en février et en mars : perte 5 % du salaire.

Renault

* Sandouville :
1 jour chômé en mars : perte 2 % sur le salaire
2 jours chômés en avril : perte 4 % sur le salaire.

General Motors

* Gonnevilliers
4 semaines chômées de février à avril : perte 10 à 20 % du salaire.

Comment lutter ? D'abord une chose doit être claire : les révolutionnaires ne cherchent pas à faire au patronat et au gouvernement des propositions susceptibles de relancer au mieux la vente d'automobiles sur le marché. Ils ne s'associent pas aux démarches du PCF qui proteste contre « la campagne de dénigrement dont est victime l'automobile » et propose pour s'en sortir de développer le marché intérieur et de faciliter l'acquisition des voitures. Pas plus d'ailleurs que les révolutionnaires italiens ne suivent le PCI quand il s'évertue à faire pression sur Agnelli, le patron de la FIAT, pour qu'il oriente ses investissements dans les transports publics (autobus et chemins de fer) de préférence dans le Sud de l'Italie. Ce n'est vraiment pas le rôle des travailleurs de donner de tels conseils au patronat.

Refusant de s'engager sur le terrain matécageux de la « défense de l'industrie nationale », les révolutionnaires veulent contribuer à lancer un débat essentiel parmi les travailleurs de l'automobile sur les moyens de la riposte ouvrière et les objectifs à mettre en avant.

Réduction massive du temps de travail sans diminution de salaire.
Le patronat applique des réductions d'horaires sélectives : dans les usines dont la production se vend mal, on réduit les horaires ; dans les autres, on les maintient. Ici, on chôme un jour par semaine en perdant 10 % de sa paye, là on se creve en faisant une masse d'heures supplémentaires imposées.

Cette « logique » c'est celle du capital, pas celle des travailleurs. Nous réclamons le partage de tout le travail existant entre toutes les mains ouvrières, c'est à dire l'échelle mobile des heures de travail sans diminution de salaire. Le problème de la réduction du temps de travail est devenu aujourd'hui un problème crucial pour la classe ouvrière, face aux menaces sur l'emploi : **imposons les 35 heures pour tous.**

Non aux licenciements, droit de veto sur les mutations.

Refuser de payer la note du capital, c'est la volonté qu'ont marquée les travailleurs de Lip, ceux de Rateau aussi en avançant le mot d'ordre : « Non aux licenciements » et en refusant de laisser démanteler leur entreprise. C'est leur exemple qu'il faut suivre. Mais la répression patronale prend aussi une autre forme aujourd'hui : pour isoler les militants combatifs, on les mute ailleurs, à l'écart de leurs camarades. Pour diviser les travailleurs, on démantèle les ateliers. A chaque annonce d'une mutation non acceptée par l'intéressé, il faut s'y opposer collectivement et imposer le droit de veto sur les mutations en engageant la lutte pour son maintien à son poste antérieur.

Réduction des cadences, contrôle ouvrier sur les rythmes de travail.

Les patrons prévoient une stagnation de la production, voire une diminution



sur certains modèles. Et pourtant, sur les chaînes, les cadences restent au même niveau, à cause du blocage de l'embauche qui aboutit à une diminution du nombre des ouvriers. En Italie, dans les usines Alfa Romeo, Pirelli, les ouvriers, jugeant que les rythmes de travail qui leur étaient imposés étaient insupportables, se sont concertés pour déterminer la cadence optimale pour leur santé, et ils se sont organisés pour l'appliquer en l'imposant tous ensemble dans les faits. Un exemple qui pourrait être très bien repris en France...

Abolition du secret commercial, ouverture des livres de compte.

L'année 73 a été une année record pour les patrons de l'automobile sur tous les plans et particulièrement celui des profits. Aujourd'hui, ils expliquent que la crise les empêche de satisfaire les revendications les plus élémentaires, comme la sauvegarde du pouvoir d'achat des travailleurs. Mais les travailleurs n'ont aucune raison de les croire sur parole.

Qu'ont-ils fait des bénéfices fantastiques réalisés l'année dernière ? Peut-on croire les quelques chiffres rendus publics ? La plupart des sociétés automobiles ont des structures juridiques fort complexes : Peugeot et Citroën, par exemple, sont la propriété de holdings dont personne ne connaît les comptes en détail. Renault a plus d'une centaine de filiales. Les patrons ont ainsi mille moyens de dissimuler leurs profits réels. Seule l'ouverture des livres de compte et

la comparaison avec les réalités que les travailleurs ont sous la main à l'usine (stocks, factures, etc.) pourrait permettre d'avoir une vue exacte des choses.

La preuve : chaque fois que lors de luttes des travailleurs ont commencé à fouiller un peu dans les bureaux patronaux, ils ont presque toujours fait des découvertes. A Merlebach, les mineurs avaient découvert il y a quelques années des « notes de frais » de cadres supérieurs de plusieurs millions et un plan complet de liquidation des puits. A Besançon, dans la serviette des administrateurs, les Lipsont trouvé non seulement le plan des licenciements, mais un véritable festival de trafics et de combines financières.

Expropriation des trusts de l'automobile.

Pour mettre fin au gaspillage entraîné par une concurrence absurde, pour mettre hors d'état de nuire ces capitalistes incapables de résoudre leurs problèmes autrement que sur le dos des travailleurs, la seule solution c'est leur expropriation, c'est à dire la nationalisation sous contrôle ouvrier sans indemnité ni rachat. Mais nous ne voulons pas d'une nationalisation du type de celle qui existe à Renault, où la seule différence est que des patrons privés ont été remplacés par des fonctionnaires. Ce que nous voulons, c'est une nationalisation sous contrôle ouvrier, c'est à dire une entreprise dont les objectifs et la politique seront contrôlés par les travailleurs organisés en comités d'ateliers et de services.



saviem:

un nouveau départ

Saviem : des revendications exemplaires qui s'inscrivent en plein contre l'offensive patronale portant atteinte au pouvoir d'achat. De ce point de vue, après le 6 décembre bradé par les réformistes, un test dans l'offensive ouvrière à venir contre la vie chère.

100 F d'augmentation uniforme pour tous
1650 F minimum salaire mensuel base 40 heures
500 F de prime de vie chère.

Un débat stratégique d'importance mené par des milliers de grévistes : occupation ou non ? Quelle est la meilleure arme contre le lock-out ? Quels moyens on se donne pour une occupation victorieuse ? Action minoritaire et démocratie ouvrière ? Dans un contexte où la CGT refuse l'occupation, où la CFDT très influente hésite, où des milliers d'ouvriers transportés par les « courriers normands » (dont les cars cessent de ramasser quand il y a lock-out) habitent à des dizaines de kilomètres de l'usine, mais où la municipalité (ville d'Hérouville) propose aux grévistes ses salles polyvalentes et offre la cantine gratuite.

Janvier 68 : La révolte et les affrontements extrêmement violents des ouvriers de la SAVIEM contre les CRS dans les rues de Caen sont restés dans toutes les mémoires. Spectaculaires et indices de la radicalisation ouvrière qui allait éclater en mai 68, ces faits étaient davantage liés à une jeune classe ouvrière encore peu détachée de ses racines paysannes. En mai 68, la SAVIEM ne sera pas à la pointe des luttes et les CRS délogeront facilement 50 grévistes qui occupaient sur 6000. Ce fiasco de l'occupation en mai 68 va peser lourd dans le conflit de février 74. Comment réaliser une occupation victorieuse ?

CINQ ANS DE LUTTE

En 69, les grèves bouchons à Gambie-basse et en peinture. En 72, grève des boîtes de vitesse 361. En 73, mars et avril, avec 6 semaines de lutte par débrayages tournants, les ouvriers de la SAVIEM arrachent une victoire : 40 centimes de l'heure pour tous (sur les 50 réclamés), dans les derniers jours du conflit apparaît un comité de grève en peinture et verasage.

Février 74. Les données brutes ont évolué. 5 ans de luttes, 5 ans de confrontation avec les propositions des groupes révolutionnaires ont fait mûrir une jeunesse ouvrière qui est restée très combative (la moyenne d'âge à la SAVIEM est de 25 ans). Si la CGT, du fait de son poids national, se partage les voix avec la CFDT, celle-ci organise davantage dans ses rangs et représente incontestablement l'avant-garde ouvrière (liée aux groupes révolutionnaires) ainsi que les secteurs les plus combattifs.

Personne ne s'y trompe, pour la direction patronale, pour les réformistes, pour l'avant-garde ouvrière et les révolutionnaires, cette lutte de la SAVIEM est restée et reste un test d'importance. Première offensive contre la vie chère, sa victoire risquerait de faire tache d'huile et de galvaniser toutes les luttes nationales. Voilà qui explique l'intransigeance de la direction et le lock-out, le passage sans vergogne de la CGT, et dans ce contexte, l'apparition de plus en plus claire aux yeux d'une large fraction de l'avant-garde ouvrière de la SAVIEM, du caractère fondamentalement ambigu de la direction CFDT.

D'UN VOTE MAJORITAIRE AU LOCK-OUT

En décembre 73, une vaste consultation lancée à l'initiative des militants CFDT, avec débat atelier par atelier, amène un vote où 70 % des travailleurs se prononcèrent pour le principe des augmentations uniformes.

Mercredi 9 janvier : les travailleurs de

la chaîne de montage « ponts en extension mécanique » débrayent, puis le 14 janvier par ceux de la chaîne de montage des BV 321 : 100 F d'augmentation pour tous et diminution des cadences sont les revendications des deux secteurs.

Première tactique de la direction : céder du terrain et diviser. Le 14 janvier, elle cède sur les cadences : 16 boîtes à l'heure aux BV 321 au lieu de 19, mais des réponses vagues sur les salaires et RIEN pour ceux de la chaîne de montage ponts et essieux.

Dans un tract du 23 janvier 74, la CFDT tire les leçons : « En avril 73, les résultats avaient été bons (40 centimes de l'heure pour tous). Ils s'appuyaient sur des actions efficaces. Aux négociations de décembre 73, qui n'étaient pas appuyées par l'action, rien d'intéressant n'a abouti. Après avril et décembre 73, ce qui vient de se passer aux BV prouve que l'arme la plus efficace pour faire aboutir les revendications, c'est l'action ».

FEVRIER : GREVE BOUCHON DEBRAYAGES MANIFESTATIONS LOCK-OUT

Le lundi 11 février, une grève illimitée est déclenchée par ceux de la « réception », 47 déchargeurs et chefs de quai (sur 100 avec les bureaux réception). C'est là où sont déchargés pneus, pièces, etc. venant de l'extérieur (la SAVIEM ne produit que 30 % de son produit fini). Cela signifie que l'ensemble de l'usine cesse d'être approvisionné dans les 3 jours qui suivent. Revendications : 100 F pour tous les OS, passage au coefficient 210 pour les chefs de quai (qui étaient à 180), passage P1 pour de nombreux OS. Au bout de 2 jours, les 8 chefs de quai obtiennent le 210, rien pour les autres. Dans ces conditions, les chefs de quai refusent de reprendre le travail. Ce sont eux qui commandent les équipes : ça donne une idée de la cohésion dans la lutte. Le mercredi 13, la direction accorde 40 F à 19 OS tandis que 12 OS passent P1. Les gars demandent la liste des augmentés : il y a parmi eux des non grévistes alors que tous les grévistes n'ont pas satisfaction. Les gars votent la non-reprise. Jeudi 14, la direction cède : 26 OS augmentés tandis que 12 autres (soit 23 en tout) passent P1. Seuls 3 à 5 grévistes récemment embauchés n'ont rien eu. Mais les chefs de quai commencent à hésiter, de plus c'était la première grève de ce service dans l'histoire de l'usine. Par 31 voix contre 16, les gars décident de reprendre le travail, le mercredi 15 à 10 heures (avec journée payée complète).

Suite page 12

en voiture vers le socialisme ?

● Aujourd'hui, l'automobile occupe une place-clé dans la vie courante.

Elle est souvent indispensable comme moyen de transport. L'organisation des transports en commun est scandaleusement insuffisante. Le travailleur parisien qui veut se rendre en banlieue nord-ouest où il habite à la banlieue sud-ouest où il travaille, doit, s'il n'a pas de voiture, passer chaque jour près de deux heures dans les transports en commun. Et puis, ces transports c'est moche, vieux et bondé. Sait-on que plus de la moitié du parc de la SNCF sur les grandes lignes de banlieue a plus de trente ans d'âge ! C'est vrai : on ne nous transporte, on nous charrie !

Mais l'auto c'est plus qu'un simple moyen de transport : dans la société capitaliste, c'est un signe extérieur de « promotion sociale », un signe indispensable. Un intensif matraquage publicitaire vous fait passer pour un plouc si vous ne changez pas de voiture (au moins tous les deux ans et si, à chaque fois, vous n'achez pas une voiture plus puissante. De toutes façons, vous y avez intérêt parce que les autos sont maintenant conçues pour tenir 40.000 km, après, elles partent en quenouille.

MAIS DANS UNE SOCIÉTÉ SOCIALISTE, AURONS-NOUS BESOIN DE VOITURES INDIVIDUELLES ?

Allons rêvons un peu ! Si l'organisation sociale était complètement changée, que pourrait-il se passer ?

D'abord dans les villes. Plus besoin de voitures : on les remplace par un parc dense d'autobus confortables. Sans la

gène des voitures, ils iraient beaucoup plus vite et on pourrait développer largement les réseaux. Celui qui veut se rendre dans une direction très individualisée pour laquelle n'existe pas de transport en commun peut louer une voiture pour un prix modique et il la dépose dans un autre parc.

Pour les transports à grande distance, le même principe peut être appliqué aux gares et aux aéroports : on y installe des parcs de voitures à la disposition des voyageurs.

Evidemment, cela suppose que l'accent ne soit plus mis sur la propriété individuelle, mais sur la propriété collective. Mais quel gâchis en moins ! Et puis, pourquoi avoir tant de modèles de véhicules différents, où souvent la seule différence sensible est la forme plus ou moins allongée du capot ?

Mais cela suppose le socialisme, cela suppose que nous ayons enfin mis les capitalistes et leur système hors d'état de nuire.

L'AUTO ET LA SOCIÉTÉ QUELQUES CHIFFRES

L'industrie automobile occupe une place importante dans l'économie :

- 12 % des exportations françaises

- 9 % de la richesse produite en France

De cette industrie dépendent des milliers de fournisseurs et de sous-traitants dans les branches les plus diverses (caoutchouc, glaces, etc...) dont le sort est lié au sien.

Chaque ménage consacre en moyenne 8,5 % de son budget à la voiture (achat, utilisation, réparation).

Mais dans ce conflit, la direction a étendu sa tactique à toute l'usine : céder du terrain mais diviser. En effet, parallèlement, la direction avait pris la décision de lock-outer les chaînes au fur et à mesure de leur non-alimentation : 1900 ouvriers devaient être lock-outés le lundi 18 février.

Mais ce chantage n'a pas l'effet escompté, car dès le mardi 12, a commencé en mécanique générale un processus de mobilisation : dépôt de pétitions revendicatives, débrayages pour aller chercher les réponses, défilés dans l'usine qui grossiront.

Aussi le lundi 18, l'annonce des 1900 lock-outés a-t-elle pour seul résultat de faire partir en lutte les secteurs jusque là calmes. Jusque là aussi, l'unité syndicale est réalisée et la CGT pousse le mouvement. Pas pour longtemps : les premières manœuvres apparaissent.

Le 13 février, dans un tract commun CGT-CFDT, la CGT accepte de contre-signer la revendication des 100 F pour tous et les deux autres : 1650 F minimum mensuel base 40 heures et prime de vie chère de 500 F pour tous.

Mais le même jour dans son tract, la CGT qui fait état d'une déclaration de son secrétaire Michel Digne au CE, omet les 100 F pour tous, tandis que la prime de vie chère de 500 F se trouve transformée en prime de « bilan » (de rendement pour tout dire) de 400 F. On voit le tour de passe-passe réalisé : les 100 F mensuels pour tous se transforment en augmentation pour tous de 100 F de la prime bilan (et plus rien sur la vie chère).

Et, bien que la CFDT, dans un tract du 14 février «...se félicite de l'accord réalisé avec la CGT pour ces revendications, notamment sur les 100 F d'augmentation égale pour tous», la CGT sortira quelques jours plus tard un autre tract où il est question de « 100 F pour tous MINI ». Cette autre contorsion de la formulation réintroduit par la bande la hiérarchisation.

Sur les luttes également, les intentions véritables de la CGT commencent à pointer le nez. Dans un tract du 14-2, elle dit : « Dès lundi, si possible avant, nous proposerons aux camarades de la CFDT de se rencontrer pour fixer des heures d'arrêts dans chaque section, atelier, bureau, avec des mots d'ordre précis ». PAS QUESTION DE MOUVEMENTS INCONTROLES !

Mais « c'est la vie qui tranche » comme dirait un bon stalinien. Lundi 18 février, le processus de défilés à la direction aboutit à un défilé central de toute la mécanique, suivi d'un meeting. L'après-midi, la direction annonce qu'elle va réduire les horaires dès mercredi si le mouvement continue. En intersyndicale, la CFDT propose à la CGT un autre meeting pour discuter des menaces. Meeting : « Est-ce qu'on impose notre présence quand le patron décide de réduire les horaires ? ». 1/3 des ouvriers se prononcent pour, 2/3 sont pour continuer le mouvement tel qu'il est.

Mardi matin, 250 lock-outés sur les 1900 partent en manif dans les ateliers. Bientôt, ils ont entraîné toute la mécanique générale. L'immense défilé va jusqu'au MPR (Magasin pièces de rechange) et « commercial », deux secteurs qui viennent de débrayer. Tous les secteurs de la SAVIEM sont donc maintenant en lutte. Même processus le mercredi

où ceux du matin ne repartent pas chez eux. Le défilé comprend 3500 travailleurs qui vont d'atelier en atelier et accompagnent leurs délégués dans les bureaux du chef du personnel. Jeudi, la direction annonce le lock-out total pour vendredi.

COMMENT LES TRAVAILLEURS SONT FRUSTRES D'UNE OCCUPATION POSSIBLE

Jeudi, à l'annonce du lock-out, CFDT et CGT appellent les travailleurs à rentrer chez eux ! Première erreur grave. Dès lors, la question de l'occupation, de sa possibilité, va être au centre des débats. Vendredi matin, un meeting est convoqué sur le parking de l'usine. Pour Digne, de la CGT, « Le lock-out est un piège et l'occupation fournirait le prétexte à une intervention des CRS ». Il faut « rester chez soi » pour « éviter tout incident » et « venir aux nouvelles ». Rouge, Révolution, Front Rouge veulent « diviser les travailleurs et faire le jeu de la direction ».

Guy Robert, de la CFDT, déclare : « Nous avons décidé d'envisager une occupation totale de l'usine, mais l'opposition de la CGT nous a fait proposer d'occuper seulement le service commercial et le MPR... Nous sommes d'accord sur un point essentiel : il faut garder l'unité »...

L'unité contre l'action ? Les 1500 travailleurs présents donnent une réponse sans équivoque. Ils défilèrent pendant plusieurs heures dans les rues de Colombelles au cri de « UNE SEULE SOLUTION L'OCCUPATION ! ».

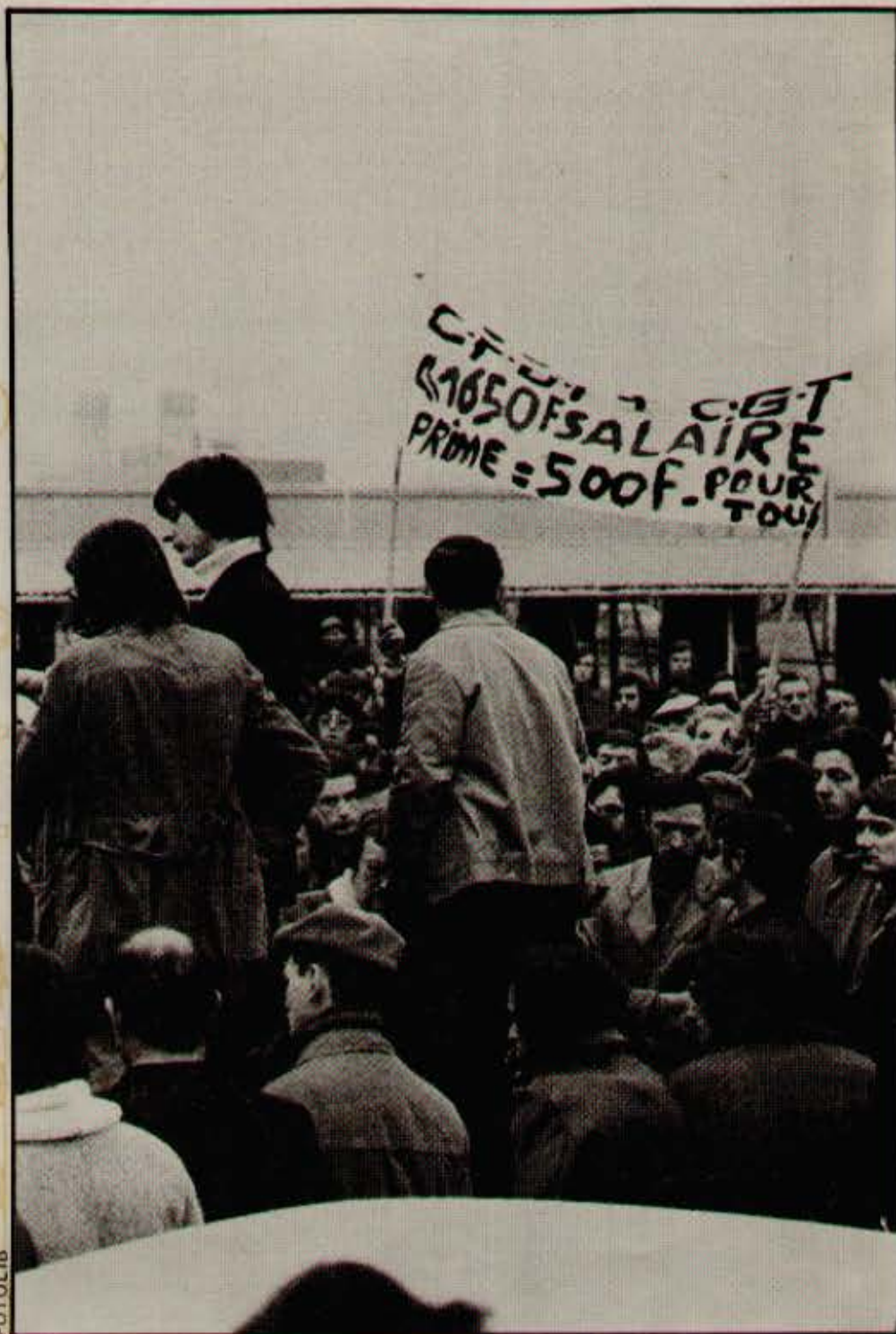
Un meeting est prévu lundi matin et un défilé à Caen convoqué Place St Pierre pour le lundi soir 18 h 30. C'est une diversion. CFDT et CGT sortent un tract commun sur le thème : « Non au lock-out, oui à la réouverture de l'usine ». La CFDT a capitulé devant la CGT. Sa présence au Comité de soutien lancé prématurément par Révolution apparaît davantage comme une caution de gauche qu'elle donne à sa base combative.

En fait d'occupation, ni le MPR ni le commercial ne le seront. Seule une permanence aux locaux syndicaux de l'usine est assurée, dont la CGT fait un usage sans équivoque : elle fait contrôler par les gardes de l'usine les cartes syndicales des gars qui pénètrent. « Sans cela, dira l'un des bureaucrates, on va se trouver dans un état d'occupation sans s'en rendre compte »...

Lundi 25, le meeting est houleux. Guy Robert qui répète qu'il n'est pas question d'occupation, se fait siffler (c'est la première fois à la SAVIEM et sur la place de Caen). Dirigeants syndicaux pris à partie, cartes syndicales déchirées... La direction annonce la levée du lock-out pour le lendemain matin. Lundi soir, peu de monde à la manifestation, mais derrière les banderoles de Rouge, un fort cortège de révolutionnaires aux cris de « Contre la vie chère, seul le combat paiera », « Pour la victoire, pour l'unité, contre le patron, occupation, comité de grève » avec de nombreux ouvriers de la SAVIEM. De la part de leurs dirigeants syndicaux : aucun slogan.

DERNIERE MINUTE

Mercredi matin, les débrayages tournants après un vote des travailleurs : sur 3600 votants, 2055 se prononcent pour l'occupation en cas de lock-out, 1242 contre et 13 nuls.



FOTOLIB

comment continuer

C'est le thème du tract distribué par Rouge à cette manifestation et le lendemain matin à l'entrée de l'usine : « UN ECHEC N'EST PAS UNE DEFAITE ».

LE BILAN.

Demain, la direction de la Saviem ouvre l'usine. Les travailleurs ne sont pas vaincus. La lutte n'a pas eu lieu. Les directions syndicales ne l'ont pas menée.

La CGT était contre l'occupation. Cela ne suffit pas de dire, comme les camarades de la CFDT, que cela signifiait une occupation minoritaire. Car QUAND ET OU LES TRAVAILLEURS SYNDIQUES ET NON SYNDIQUES ONT-ILS ETE CONSULTES ? QUAND ET OU CEUX QUI ETAIENT POUR L'OCCUPATION ONT-ILS EU LA POSSIBILITE DE SE COMPTER PAR UN VOTE APRES DEBAT ?

Pourquoi n'avoir pas fait sur la forme de lutte (occupation ou comment répondre au lock-out, etc.) la même consultation que celle du mois de décembre ?

On le sait : IL Y A EU DEBAT ET VOTE : plus de 70 % des travailleurs ont voté pour les augmentations uniformes.

Quand le patron a annoncé le lock-out, la seule façon de connaître la volonté des travailleurs, c'était de la leur demander !

COMMENT CONTINUER LA LUTTE ?

Nombreux sont les travailleurs qui veulent occuper et qui vont rentrer avec le sentiment d'une occasion manquée. Mais beaucoup disent aussi qu'IL FAUT SE DONNER LES MOYENS D'UNE OCCUPATION VICTORIEUSE.

Combien de travailleurs sont pour l'occupation ? Quelle est leur détermination ? Comment tenir une fois l'occupation décidée ?

Toutes ces questions doivent faire l'objet MAINTENANT d'un débat ATELIER PAR ATELIER. « Moi, je suis

pour l'occupation, mais combien d'autres, sommes-nous au moins près de 3000 ? ». COMMENT LE SAVOIR ? Organisons cette consultation atelier par atelier. Et faisons le bilan. Ce résultat donnerait une évaluation du rapport de force, bien mieux qu'une seule consultation « entre organisation syndicales ». Ce serait CLAIR POUR TOUS LES TRAVAILLEURS DE LA SAVIEM.

Les travailleurs syndiqués et non syndiqués, CGT et CFDT qui étaient pour l'occupation, qui refusaient d'accepter les conditions du lock-out, NE DOIVENT PAS SE LAISSE DEMOBILISER, MAIS PRENDRE EN CHARGE par équipes volontaires ces tâches de mobilisation pour continuer la lutte.

— CONTRE LE LOCK-OUT, UNE SEULE ARME : L'OCCUPATION AVEC COMITE DE GREVE ELU PAR TOUS LES TRAVAILLEURS !

— CONTRE LA VIE CHERE: SEUL LE COMBAT PAIERA !

— SI NOUS REPRENONS: CELA N'EST QUE POUR CONTINUER LA LUTTE ! ».

PROVOCATIONS POLICIERES

Dans la nuit de vendredi 22 à samedi 23, en 2 points de Caen, des cocktails sont lancés contre des voitures en stationnement.

Sous ce prétexte, lundi 25 à 15 heures 30, la police pénètre dans le local de Révolution sans permis légal et arrête 2 militants de Révolution, 2 diffuseurs de Rouge, dont Claude Gamme, ex-candidat aux élections législatives. Le matériel : banderoles, drapeaux sont séquestrés. Les militants ne sont relâchés que tard dans la nuit.

Une conférence de presse avec Mexandeau, député PS du Calvados, a eu lieu mardi après-midi. Une manifestation contre la répression est convoquée pour mercredi après-midi.



FOTOLIB



Foto/ib

marchands d'esclaves

De l'île Maurice à l'usine du bâtiment de l'Aube, il y a 14.000 kilomètres. Pour 27 personnes ce voyage est une duperie sinistre, un calvaire ; mais pour quelques autres c'est une fameuse affaire.

Silverio : le patron d'une entreprise de St-Julien-les-villas dans l'agglomération de Troyes. Un combinard : soucieux de trouver de la main-d'œuvre bon marché, il n'a pas hésité à monter une « opération-recrutement », allant chercher des travailleurs du bâtiment jusque dans la lointaine Ile Maurice. Du grand art !

« RECONNAISSANCE DE DETTE »

Voici comment les choses se passent : Silverio a des relations. Un maçon de son entreprise est mauricien ; il connaît un agent de voyage de « Transocéan Club », une compagnie de charters pour la Belgique. Ainsi sera assuré le transport et le recrutement de la « marchandise ».

Au mois de septembre 27 travailleurs quittent l'île Maurice pour Ostende. Où vont-ils ? Certains savent seulement que c'est pour « Silverio » sans savoir la ville ou le pays.

Tous ont cependant signé une reconnaissance de dette (non chiffrée) qui dit : « Mr... accepte les conditions pour venir travailler comme maçon, passage payé, remboursable mensuellement. Il promet de faire de son mieux pour donner satisfaction à son patron (sic). En échange, on leur donne un billet d'avion et on leur promet 1500 F par mois et un contrat de travail.

Pour partir, les 27 ouvriers se sont littéralement saignés aux quatre veines : pour emporter les 250 F liquides nécessaires, acheter des vêtements, régler les formalités (dont l'agent de voyage Nobee multiplie le prix par quatre), il faut donner l'équivalent de plusieurs mois de salaire (à l'île Maurice, le salaire mensuel moyen est de 150 F). Plusieurs familles hypothéquent maisons et terrains.

14.000 KILOMÈTRES POUR PASSER UN CONCOURS

A la frontière belge les travailleurs mauriciens, sans contrat, ne peuvent passer (il faut montrer 1500 F ou être blanc...) Mais Silverio a trouvé une « astuce » : une lettre à en-tête de

l'entreprise sera montrée par l'agent de voyage aux autorités. Elle signale que les Mauriciens « sont invités à passer un concours professionnel des ouvriers du bâtiment ». C'est pour cela qu'ils sont censés avoir fait 14.000 kilomètres...

L'astuce fonctionne : les travailleurs passent, et se retrouvent dans un hôtel d'Ostende où ils vont rester 3 mois à attendre ! Cette attente va conduire l'un d'eux à l'hôpital psychiatrique.

LES COMBINES DE SILVERIO

Cette attente, elle est due au fait que les Mauriciens n'ont pas encore de contrat Silverio se fait fort de les obtenir et de les faire parvenir aux intéressés. Ils sont soumis à la Direction Départementale, l'Inspection du Travail et l'ONI (office national de l'immigration) : avis favorable. L'ONI les fera donc parvenir aux intéressés par l'intermédiaire des consulats de Gand et de Lausanne, sous la forme de contrats d'introduction en attendant l'embauche réelle.

— Procédure parfaitement anormale qui laisse à penser que Silverio dispose d'un solide réseau de complicités dans l'administration.

Mais voilà que la machine se grippe : l'ONI revient sur sa décision de donner les contrats ! Silverio bloque alors les mauriciens à Ostende, en leur reprenant par intimidation les billets d'avion et part à la recherche d'une procédure de rechange. Ce contre-temps ne le gêne pas outre mesure : les mauriciens auront des dettes qu'ils mettront un peu plus longtemps à rembourser ; et même cela lui permettra plus tard de se poser en victime dans la feuille de chou locale (« n'ai-je pas dépensé des millions ? »)

« JE PEUX DONNER 15 MILLIONS POUR VOUS CASSER LA GUEULE »

Peu à peu une partie des mauriciens passe en France. La circulaire Fontanet les met hors-la-loi. Silverio ne va pas se gêner pour en profiter : sur les chantiers leur semaine de travail dure 6 jours et demi ; on leur a même fait signer un

papier comme quoi ils sont leurs propres responsables en cas d'accident ! La paye : 50 F pour 6 jours et demi de travail. Après protestation il lâchera une rallonge de 20 F

Mais les mauriciens ne sont pas prêts à tout supporter. Certains entrent en contact avec le Mouvement des Travailleurs Mauriciens et le Comité de Défense de la vie et des droits des travailleurs immigrés.

Silverio renforce alors les intimidations : il fait venir de faux inspecteurs du travail ou de faux inspecteurs de police. Il présente même un journaliste de l'Est-Eclair comme un inspecteur de l'hygiène. Il menace : « Je peux donner 15 millions pour vous casser la gueule et vous faire rentrer chez vous, en Maurice où vous crevez de faim ! »

Mais les meilleures choses ont une fin : le scandale va éclater publiquement.

LA BATAILLE DES MAURICIENS

Les Mauriciens ont constitué leur propre dossier ; conférence de presse, appel à tous les partis et organisations sans exclusive à former un comité de soutien, tracts dénonçant les nouveaux marchands d'esclaves : la bataille s'engage.

Le préfet de l'Aube, alerté, saute dans le train pour rencontrer des ministres à Paris et revient en annonçant que la situation va être régularisée. Il semble très motivé pour « arranger » l'affaire.

Il faut dire que Silverio est vice-président de la Chambre patronale des entrepreneurs de l'Aube ; on raconte même qu'il a de solides « attaches » avec



Foto/ib

le « milieu » gaulliste, le SAC en particulier...

Les complicités du bonhomme sont si étendues qu'il fut informé le matin même de la venue d'un inspecteur du travail qui n'était pas du département, et s'arrangea pour faire monter les Mauriciens dans une camionnette aveugle le temps de la visite. Qui donc directement l'a prévenu de « ramasser ses clandestins ? »...

Les 27 travailleurs mauriciens demandent une carte de travail qui leur permettra de trouver un emploi ailleurs que chez Silverio (là-dessus le préfet a blâsé). Ils réclament le paiement de 4 mois de salaire sur la base promise (1500 F par mois). Plainte a été déposée aussi pour « introduction illégale de main-d'œuvre » par leur avocat. Le préfet, de retour de Paris, a dû faire de même.

Le comité de soutien lancé par les Mauriciens eux-mêmes comprend CFDT, PS, PSU, MRJC, GISTI, Rouge, Ligue des Droits de l'Homme (Les exclusives du PCF et de la CGT les ont tenus eux-mêmes à l'écart). La popularisation a été importante : tracts, affiches, collectes, meeting à Troyes rassemblant 150 personnes, avec la participation du Théâtre des Travailleurs Immigrés en Lutte.

- La lutte continue pour exiger :
- La carte de travail pour tous les Mauriciens ; pas de contrats-menottes chez Silverio
 - Un emploi comme travailleurs qualifiés pour tous.
 - Régularisation de leur situation en France.
 - Paiement des 4 mois dûs

IL RESTE ENCORE DES POINTS A ECLAIRCIR !

La combine de Silverio et de ses complices est maintenant tombée à l'eau. Mais si cette machine de trafic sordide ne s'était pas grippée, c'étaient plusieurs centaines de travailleurs mauriciens qui devaient arriver par cette filière (plus de 500 candidats avaient déjà été sollicités en Ile Maurice). Silverio mettait en place une filière qui valait de l'or.

Mais de sérieuses questions se posent : pour lequel de ses semblables comptait ainsi trafiquer Silverio vice-président de la chambre patronale ? Quelles sont les complicités exactes qu'il avait tissé dans l'administration ? Quels politiciens véreux ont couvert et encouragé ces trafics ? Autant de questions qu'il faudrait poser à Galley, maire de Troyes, dont les seuls mots dans cette affaire ont été pour condamner ceux qui « exploitent politiquement » la « misère des pauvres ».

Correspondant

PROCES DU BUMIDOM

■ L'époque où le sucre constituait une denrée rentable pour l'impérialisme français est maintenant révolue. Aujourd'hui le capitalisme s'est fixé deux axes afin de réorganiser la production dans les colonies d'Outre-Mer : tourisme et émigration. Avec cette émigration, on éloigne les Antilles et de la Réunion une foule de jeunes qui à court terme représente un danger d'explosion sociale. Il y a du boulot en France, alors demi-tour droit droite, traite des nègres à l'envers ! L'instrument de ce trafic ? Le BUMIDOM (Bureau pour le Développement des Migrations, intéressant les départements d'Outre-Mer).

Présence de barbouzes, sélection de stagiaires, les centres sont de véritables petits camps de concentrations. Dans celui de Crouy sur Ourq, il est stipulé que « toute séance d'énerverment est prohibée dans l'établissement ». A peine 50 % d'immigrés placés, des femmes obligées de se prostituer : triste bilan en vérité.

C'est pour avoir dénoncé cette officine du colonialisme que « Combat Réunionnais » journal de l'Union des Travailleurs Réunionnais en France, est assigné devant tribunal les 15 et 16 mars prochains par M. Vié, le directeur.

Ce procès sera celui du BUMIDOM, du licenciement de deux de ses animateurs, Jacquin et Montagny, pour activités politiques, de son quadrillage policier par d'anciens parachutistes, de son règlement flicard, le procès du mitraillage de trois Réunionnais à Lyon, de ce décret qui interdit quasiment aux familles de voir un « locataire » en un mot :

Ce procès sera celui du colonialisme français !



Une aspiration légitime...

Illustration et commentaire extraits de la brochure « Hiérarchie » éditée par l'Union des métallurgistes C.G.T.

APRES LE CONGRES DE L'UGICT

le p.c.f. et les cadres

2.700.000 « cadres salariés » dont 1.950.000 cadres moyens et 750.000 ingénieurs et cadres supérieurs en France en 1972 ! 12,6 % de la population active et 15,7 % des salariés contre respectivement 6,5 % et 10,3 % en 1954. Et encore le VIème Plan prévoit-il que dans la période 71-75 le nombre des techniciens croîtra de 56 %, celui des ingénieurs de 37 % et celui des cadres administratifs de 26 %.

Ces quelques chiffres, au demeurant, souvent contestés en fonction des définitions données des différentes catégories, suffisent néanmoins à expliquer l'intérêt croissant porté à ces catégories professionnelles par l'ensemble des hommes politiques, idéologues divers et sociologues en quête de nouveaux concepts.

Le dernier congrès de l'UGICT (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens, « destinée à regrouper tous les ingénieurs, cadres et techniciens en vue d'assurer la défense de leurs intérêts professionnels économiques et sociaux, collectifs ou individuels » et adhérents à la CGT) (1), éclaire d'une manière particulièrement crue l'orientation réformatrice du PCF, sa conception de la démocratie véritable et sa tactique d'alliance.

(1) Article 1 des statuts de l'UGICT.

● L'intensification de l'exploitation du cadre dans sa qualité de salarié conduit à une convergence des intérêts entre travailleurs manuels et intellectuels » (2)

D'UNE ANALYSE ECONOMISTE...

Pour la fraction PCF, hégémonique dans la direction de l'UGICT, les choses sont simples : l'exploitation des cadres va croissant, l'éventail hiérarchique diminue, la politique rétrograde du pouvoir en matière de fiscalité, retraites, formation permanente lèse particulièrement les « hautes catégories » qui sont de plus touchées par le sous-emploi et victimes de l'aggravation des conditions de travail et des atteintes aux libertés.

Tous ces éléments déterminent « objectivement » la radicalisation des cadres, les conduisant à s'organiser et à mener une convergence de leurs luttes avec celles de tous les travailleurs.

Or, s'il est exact d'affirmer que le développement du capitalisme et la profonde modification des structures de production qu'il a engendrées conduit à la prolétarianisation d'un nombre croissant de travailleurs hautement qualifiés il est manifestement faux de réduire la prise de conscience de ces derniers à la prise de conscience de leur exploitation.

En effet, la condition prolétarienne ne se réduit pas à l'exploitation mais est aussi une aliénation et c'est souvent la prise de conscience de cette aliénation, forme vécue du rapport économique d'exploitation qui, chez les travailleurs d'un haut niveau culturel permet de découvrir la condition d'exploité

dissimulée derrière les privilèges professionnels, économiques, sociaux ou culturels.

C'est dire en d'autres termes que la prise de conscience est souvent « idéologique », ce qui ne signifie évidemment pas que tous les cadres soient spontanément révolutionnaires ni même réformatrices, avant d'être économique.

En inversant les données, la fraction PCF est conduite à une orientation certes conforme à ses visées électoralistes mais contradictoire à l'union des cadres avec les travailleurs sur des bases de classe.

...A UNE DEFENSE CORPORATISTE

« Donner à la fonction de cadre toute la signification professionnelle sociale et de citoyen » tel était le thème du 5ème congrès de l'UGICT.

La fonction de cadre ? Celle qui lui est logiquement dévolue par son savoir ! « Exercer des responsabilités conformes aux compétences » leit-motiv des textes préparatoires et des résolutions. Lesquelles ? Celles que « monsieur l'ingénieur » exerçait hier et que le capitalisme monopoliste lui a ôtées ? La question mérite d'être posée.

« A des degrés divers et avec des différenciations souvent importantes, les ingénieurs, cadres, techniciens, assument des fonctions nécessaires à l'encadrement de la production » (3) Outre que cette notion d'encadrement reste à préciser, il est évident que les fonctions du cadre dans la production sont fonction du système de production lui-même. Et, n'en

déplaie à nos bureaucrates cajoleurs en diable, le rôle joué par les cadres en système de production capitaliste est, en partie tout au moins et à des degrés divers un rôle répressif.

Or, loin de chercher à faire prendre conscience de cet état de fait afin de le combattre, il s'agit en fait de le légitimer : supprimer la distinction entre commandement et compétences, ne pas « mutiler » les cadres..., voire de le développer en lui donnant un petit air moderniste « assumer la responsabilité au niveau du savoir et des connaissances pour que « ça marche » est la notion d'efficacité qui doit dominer l'exercice de la fonction du cadre » (4)

Mais camarade Le Guen en quoi la démocratie politique et économique supprimera-t-elle la loi du profit ? En quoi la rentabilisation des entreprises pour que « ça marche » ne sera-t-elle plus nécessaire ? Comment les cadres investis de nouveaux pouvoirs de décision, de nouvelles responsabilités dans la production et dans la gestion (qui rappelons-le se fait toujours en système capitaliste) échapperont-ils à la nécessité d'adapter l'entreprise, les ateliers, les services aux lois de la concurrence et du profit avec toutes les conséquences que l'on connaît sur le sort des travailleurs ?

Il s'agit donc en fait de « flatter » les cadres en collant au plus près, y compris avec un certain empirisme, à leurs revendications immédiates (plus d'argent, moins d'impôts, etc.) et les plus frustes (plus d'autoroutes, plus de pouvoir, plus de responsabilité...)

POUR LE SUCCES DU PROGRAMME COMMUN

Toute la stratégie du PCF tient dans ces trois mots « rassembler les mécontents ». C'est cette stratégie qu'elle met en avant par rapport aux cadres, qui est développée tout au long des résolutions du congrès de l'UGICT, qui soutient le projet d'accord UGICT-CGT annoncé au congrès de Versailles et salué par toute la presse comme un événement majeur.

— L'accord UGICT-CGT. Outre que ce projet d'accord est révélateur du fait que le PCF est prêt à aller très à droite dans sa recherche d'alliances tous azimuts (comme le prouvait déjà d'ailleurs ses prises de position antérieures par rapport aux petits commerçants et paysans), il est significatif de l'orientation corporatiste de l'UGICT.

Ainsi, le point 2 du projet d'accord relatif à l'amélioration du pouvoir d'achat prévoit-il des augmentations différenciées (lire augmentations uniformes !) selon les niveaux de la grille hiérarchique qui « doivent être limitées dans le temps et dans leur amplitude. Cela signifie qu'on doit, par voie de négociations, déterminer pendant combien de temps les bas salaires bénéficieront d'augmentations plus fortes que les salaires du haut de la grille et d'autre part, quelle est l'amplitude souhaitable de la grille hiérarchique ».

Ainsi, le point 4 du projet d'accord relatif à l'extension des moyens d'expression du personnel d'encadrement dans l'entreprise précise : « L'accès à l'information dans la marche et les résultats de l'entreprise est pour le personnel d'encadrement une nécessité en raison de l'éloignement des centres de décision et, d'autre part, de l'impossibilité pour eux de faire connaître leurs appréciations sur les choix économiques de l'entreprise. Or, le personnel d'encadrement aspire à participer effectivement à la vie de l'entreprise et tout particulièrement à l'élaboration des décisions ».

Tout ceci se passe de commentaires ! Que la direction CGT ne cherche pas à avancer les revendications permettant l'unification des luttes de tous les travailleurs, on le savait déjà. Mais est-il pire expression de crétinisme réformatrice que celle qui vise à intégrer au système les organisations syndicales (question à 10 points : la détermination de la hiérarchie ne résultera-t-elle pas par hasard d'un rapport de force et non de la fixation a priori d'une amplitude souhaitable) et une catégorie de personnel (question subsidiaire : la « participation effective à l'élaboration des décisions », décisions prises en fonction des critères de rentabilité seuls reconnus en système capitaliste jusqu'à nouvel ordre, ne risque-t-elle pas de rejeter les cadres dans les bras du patronat ?).

...A LA GESTION DEMOCRATIQUE

Dans l'UGICT et son congrès, une idée force : demain, nous serons au pouvoir. Sous-entendu : nous, les syndicats et les partis de gauche, mais aussi et surtout nous les cadres. D'où les discussions entre futurs gérants du pouvoir : sur les sources d'énergie, la meilleure filière pour centrale électrique, sur la nécessité de faciliter les investissements du gaz de France.

Alors, comment les cadres seront-ils associés à la gestion démocratique ? « Ce que doivent être les structures, la nature des commissions, leur nombre, la délimitation de leurs compétences, leur lien et leur insertion dans les institutions, dans la vie de la CA et du CE, tous ces points sont certes à la limite du débat... » (Document préparatoire No 3). A la limite, c'est à dire à l'horizon. Sans qu'on les traite sur le fond, sinon sur le thème clef de « l'organisation spécifique ».

...PAR L'ORGANISATION SPECIFIQUE

Voilà le maître-mot. Pour les cadres, couche spécifique, tout est spécifique : les besoins, les préoccupations, les revendications, les formes d'action. Il en résulte la nécessité d'une organisation spécifique où les cadres puissent « s'exprimer sans contrainte » : « Ainsi, un cadre défend ses propres revendications, dans une organisation qui lui est particulière, qui est bien à lui, une organisation cadre » (Document préparatoire).

Avec le dernier congrès de l'UGICT, créer partout des sections de cadres pour rassembler le plus de monde possible est devenu une consigne centrale. On explique même que l'idée du regroupement spécifique des cadres est désormais massivement acceptée par la base de la CGT. Ce qui est faux : l'UGICT a recruté, c'est vrai, et surtout sur sa droite ; Mais les cadres ne constituent pas une catégorie homogène, ils forment plutôt un conglomérat de couches différenciées. Le PCF reconnaît ces disparités, mais pour en déduire la nécessité de renforcer les sous-sections spécifiques : section des techniciens, section des agents de maîtrise, etc...

D'autre part, la ligne de l'UGICT heurte des vieux militants du PC dans la mesure où elle multiplie les concessions à droite. Ainsi, le problème du lien entre les activités UGICT et les luttes ouvrières n'est jamais posé autrement que par la notion vague de convergence. Mais, si les textes sont discrets, il y a la pratique, dont les résultats concrets et catastrophiques, suscitent une forte opposition. Quelques exemples : à l'Alstom, le syndicat ouvrier distribue un tract qui attaque un cadre tyrannique, et l'UGICT de prendre la défense du collègue ! A propos de Lip : « La démarche systématiquement anti-cadre qui anime la direction de la CFDT de Lip, combattant toute initiative

d'activité spécifique dans les propres rangs de la CGT, est un des volets d'une attitude qui ne fait qu'affaiblir un mouvement d'ensemble dont la combativité et l'initiative restent exemplaires » déclarait Le Guen dans son discours inaugural. Enfin, le même Le Guen s'indignait parce qu'à Fos, alors que le patron avait convoqué une réunion de cadres au moment où les piquets de grève se heurtaient à la police, certains cadres étaient restés avec les piquets au lieu d'aller à la réunion !

Une telle orientation risque d'aboutir au résultat de voir les cadres et non l'ensemble des syndiqués (comme c'est le cas pour les autres catégories de salariés) déterminer à part leurs propres revendications. Ce qui est lourd de contradictions et divisions possibles, ce qui les favorise au lieu de sceller des alliances solides sur des bases de classe.

Imaginons un gouvernement des travailleurs. Une des premières revendications des travailleurs productifs, assignés aux tâches pénibles et abrutissantes, devrait être la réduction massive du temps de travail pour pouvoir prendre les choses en mains. Les cadres, dont le travail est moins pénible, pourraient préférer comme priorité une amélioration de la consommation, quitte à maintenir telle quelle la semaine de travail.

Autant de problèmes dont l'horizon n'est autre que la structure du pouvoir socialiste. Nous y reviendrons dans un prochain article.

(2) Document No 3 préparatoire au congrès de l'UGICT, p. 2

(3) Le Guen, Rapport introductif, p. 35

(4) Cf. (2)

finie la peur du rouge

Les paysans travailleurs, tendance syndicale créée en opposition au syndicalisme agricole collaborationniste (FNSEA et CNJA) ont participé notamment en Bretagne, dans le Sud-Ouest, dans la région Rhône-Alpes aux mobilisations paysannes de ces dernières semaines. Quels sont leurs actions et leurs objectifs. C'est ce que nous avons demandé à un paysan-travailleur breton.

INTERVIEW D'UN PAYSAN TRAVAILLEUR BRETON

● Peux-tu nous expliquer quelles sont les causes profondes des manifestations paysannes de ces dernières semaines ?

Le pourquoi de ces conflits est simple ; il s'agit du revenu, donc du salaire, des producteurs de viande qui est aujourd'hui atteint. Pour prendre un exemple concret, citons le cas de la viande de catégorie A. En décembre 73, nous avons calculé que notre prix de revient était de 11 F en comptant pour notre salaire le SMIC. Or sur le marché ou à la coopérative, on nous l'achète à 7 F 50, 8 F 50 maximum. D'un côté le prix à la production a baissé suite aux importations alors que nos charges ont considérablement augmentées : aliment du bétail plus de 30 % depuis la fin 73, engrais 20 à 40 % en un an, fuel, 100 % en un an !

● Mais qui est responsable et qui profite de cette situation ?

Les responsables, c'est le gouvernement et les grosses firmes de la viande, les industries agricoles. Le gouvernement a ouvert les frontières aux importations, faisant ainsi le jeu des trusts de la viande qui achètent à des prix très bas à cause des quantités importantes disponibles sur le marché. Mais cela n'a pas fait baisser la viande à la consommation. Aujourd'hui, c'est un luxe pour les familles ouvrières.

● Et le relèvement des prix communautaires ?

D'abord tu as pu voir comme moi que les capitalistes européens ne sont pas d'accord là-dessus. Chirac parade parce qu'il a obtenu de haute lutte l'arrêt des importations, mais jusqu'au 31 mars. De plus, on l'a vu avec le lait, relever le prix d'orientation c'est du vent, ça va dans les poches de profiteurs et ça n'arrive jamais dans celle des paysans.

● Quelle est votre stratégie par rapport à celle des organisations traditionnelles qui cherchent à récupérer le mécontentement des petits paysans ?

C'est vrai que la FNSEA et le CNJA organisent de grands rassemblements où ils convient les éleveurs à leur faire confiance et à les soutenir afin qu'ils puissent négocier seul à seul avec le gouvernement. Mais ils sont souvent débordés. A la manifestation de Guingamp, organisée par les paysans travailleurs, ce sont nos mots d'ordre qui se sont imposés et ont été repris par les paysans, c'est-à-dire :

- le paiement de la viande à 11 F pour la catégorie A
- la dénonciation des trusts de la viande (celui de Bruel par exemple)
- le contrôle de l'abatage par les petits paysans et l'application de la légis-

lation

- l'établissement d'un quantum par travailleur

● Un quantum ?

Oui, c'est-à-dire l'établissement de prix différenciés suivant le volume de production. Le quantum, c'est la garantie qu'un certain volume de production sera payé à un prix assurant un revenu minimum. Au-delà de ce volume, ce prix resterait fonction du marché. Ce mot d'ordre, qui reste à préciser, est très important. Il introduira des clivages de classe parmi les paysans.

● La violence des manifestations a surpris ceux qu'on nomme les observateurs spécialisés.

Nous, ce qui nous surprend, c'est la violence quotidienne que nous subissons. Des journées de travail de 12 h, l'endettement, la violence du système capitaliste qui fait monter les prix des terres. Celle

des flics qui défendent toujours les mêmes intérêts. Alors les manifestations violentes, les occupations de terre, le labourage des prairies des cumulards, tout ça c'est notre auto-défense à nous ! Pour défendre notre droit à la dignité.

● Quelles tâches pour les paysans travailleurs ?

Aujourd'hui la mobilisation n'est pas sans ambiguïtés. Nous en sommes conscients. Les manifestations paysannes sont notre ras-le-bol. Il peut être récupéré soit par les organisations traditionnelles soit par la FFA. Celle-ci a marqué des points aux dernières élections aux chambres d'agriculture. La base de cette organisation fascisante, ce sont les petits producteurs désespérés auxquels on inculque la haine de l'ouvrier, du rouge. Ces petits paysans, il nous faut les gagner à nos idées.

IL VA FALLOIR S'EXPLIQUER !

Après la guerre du lait du printemps 72, les manifestations paysannes ont repris avec la même ampleur. Au-delà des problèmes de fixation des prix européens de la viande, c'est la lutte contre les industries agricoles et alimentaires qui est à l'ordre du jour. Exploitant conjointement leurs ouvriers et les petits producteurs, elles sont leur ennemi commun. L'alliance des ouvriers et des paysans est donc le problème de l'heure. On ne peut pas dire que les directions syndicales, et surtout la CFDT en Bretagne qui syndique la plupart des ouvriers des usines de transformation, en aient une conception très claire...

Sous ce titre, un groupe de paysans des Côtes du Nord publie un article dans le numéro de février de « Vent d'Ouest » à propos du conflit des abattoirs de Doux à Pédernec. Les paysans travailleurs se sont affrontés à cette occasion, aux côtés des ouvriers, aux gros agriculteurs briseurs de grève. Ils ont pris en charge le travail de solidarité en direction de la paysannerie, tant du point de vue matériel que politique. Cette attitude est déjà devenue une tradition en Bretagne (le Joint Français). Le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas encouragée par les bureaucrates locaux de la CFDT-FGA (Fédération générale de l'agriculture, qui regroupe les salariés agricoles, les ouvriers des coopératives, le personnel de la mutuelle agricole, etc.).

« Les travailleurs de l'agriculture syndiqués à la CFDT constatent que les adhérents (aux coopératives) font du chantage (en menaçant de livrer leur lait à d'autres entreprises) quand ils passent à l'action sans se soucier des répercussions sur l'emploi dans les coopératives ». La FGA se drape dans le voile de la pureté : « Tous les paysans sont des patrons », leur soutien aux ouvriers « n'est qu'un geste théorique et une duperie ». Elle se refuse à faire la distinction entre les paysans-travailleurs et les gros agriculteurs, elle ne veut pas voir les clivages que l'action des paysans-travailleurs fait apparaître entre les différents « patrons » de l'agriculture. Bien qu'assimilant un peu vite l'attitude des dirigeants CFDT et celle de tous les syndiqués, les auteurs de

travailleurs (bien que dans des positions économiques et sociales différentes des salariés) se sont eux aussi engagés dans la lutte de classes, se démarquant à chaque occasion des agriculteurs-patrons. Voilà une réalité que les salariés de l'agriculture n'ont plus le droit de réfuter. C'est pourquoi aujourd'hui nous disons : Camarades, il faut discuter ! ».

CONTRE LE CORPORATISME, UNITE D'ACTION !

Déjà, certains syndicats se sont démarqués de l'attitude de la Fédération et soulignent que l'unité d'action paysans-salariés est le seul moyen de faire aboutir certaines luttes et de leur assurer une audience massive.

Ainsi, chez Doux, à Pédernec, les ouvriers des abattoirs ont organisé un abatage sauvage pour renforcer leur lutte tout en préservant la production des paysans. Ainsi les contrôleurs laitiers de l'Orne qui refusent de travailler pour le seul profit des gros agriculteurs ralentissent leurs cadences, passent plus de temps chez les petits exploitants et leur donnent de véritables conseils... sans communiquer leurs résultats à l'administration.

Ces syndiqués soulignent que dans la mesure où les paysans-travailleurs se sont clairement rangés aux côtés des travailleurs, il faut organiser l'unité d'action avec eux. Sur cette question, ils remettent plus nettement en cause le corporatisme d'une fédération particulièrement tenue



EXTRAITS D'UN TRACT DIFFUSE PAR LES PAYSANS-TRAVAILLEURS

Nous dénonçons les grands groupes industriels commerciaux qui manipulent le marché, importent et stockent, exportent en fonction de leurs intérêts.

Ainsi la Société centrale de viandes. Son président, M. Bruel, vice-président de la FNSEA, président du syndicat de l'élevage. Cette société qui groupe plusieurs dizaines d'abattoirs privés de SICA (Syndicat d'intérêt collectif agricole) a importé en 1973 15.000 tonnes de viande. La Société centrale de viandes et d'autres, en spéculant sur le marché, cassent les cours à la production. S'ils importent de la viande à bas prix, quels salaires touchent les salariés dans les grands élevages argentins ou autres ?

Le même Bruel, lors du dernier congrès de la Fédération nationale bovine, s'adressant à Chirac : « Monsieur Chirac, vous êtes notre premier ministre de l'Agriculture depuis Sully ! »...

A PEDERNEC, NOTRE CHOIX A ETE SIMPLE...

A Pédernec, deux solutions s'offraient pour arriver au même but : ou bien se

mettre du côté des ouvriers en les aidant à faire « caler » l'industriel, et que l'usine reparte au plus vite ; ou bien, se mettre aux côtés du patron pour briser la grève des ouvriers, afin que l'usine redémarre, mais avec des salaires restant au même niveau. Notre choix a été simple... (Extrait d'une interview d'un paysan-travailleur de la région de St Renan, Nord-Finistère, parue dans Ouest-France)

LES VENTES DIRECTES DE LA VIANDE

Les paysans-travailleurs ont pour but de sensibiliser les consommateurs sur leur situation de producteurs sous-rémunérés. La vente directe était un moyen d'atteindre cet objectif. Nous avons payé la bête un peu plus de 10 F le kilo, soit 1 F de plus que la normale (vache de 4 ans) parce qu'on estimait que cela correspondait à une rémunération minimum pour le travail d'éleveur. On a compté les frais de distribution, le taux d'abatage, le contrôle sanitaire et même l'emplacement sur le marché... Et nous avons vendu suivant les morceaux de 30 % à 40 % moins cher que chez un boucher... (Les paysans-travailleurs de Dordogne)



Ces Messieurs de l'encadrement de Margival : et vivent les 7 % !

8 morts sous le tunnel de Chézy. Puis 4 autres courant février. C'est beaucoup. Un peu trop peut-être. Les gauchistes, évidemment, commencent à s'agiter, hurlent au crime. Pire, ils constituent une commission d'enquête sur « l'accident » de Chézy, appellent au châtiement des responsables, réclament la suppression du « fameux droit aux 7 % »...

Ils en font trop. Galley s'étrangle d'indignation et joue les vertus :

« Quant à l'histoire des 7 % de pertes, cela relève de la simple provocation et je la réfute car elle n'a pas de sens. J'attache trop de prix à la vie d'un seul soldat du contingent pour ne pas être profondément attristé. »

Bien causé, Mr Galley, l'inspirateur du plan Clément Marot qui ne coûta guère la vie qu'à quelques dizaines de passagers d'un avion espagnol mal aiguillé par vos excellents contrôleurs militaires...

Plus surprenant, Jacques Isnard, du Monde emboîte allègrement le pas :

« Les auteurs de l'appel (à constituer la commission d'enquête sur Chézy) devraient en tout état de cause, apporter la preuve de ce qu'ils avancent. » Et d'établir, à coup de statistiques (militaires) qu'à l'armée on meurt modérément, et plus encore parmi le contingent que dans l'encadrement. De vieillesse et d'éthylisme, assurément.

Fort bien. N'allons pas ergoter pour le moment sur les statistiques de Mr Isnard et tenons-nous le pour dit : les 7 % ça n'existe pas, c'est une légende à l'usage des gauchistes en mal d'agitation.

Le problème, voyez-vous Mr Isnard, c'est que cela ne change rien, absolument rien. Car la vraie question est la suivante : oui ou non, dans l'armée française, le mépris de la vie des appelés est-il un « petit » maillon de la chaîne de la mise en condition, de la destruction, de la robotisation, de l'anéantissement des appelés ? Oui ou non, l'assassinat d'appelés, par négligence, imbécillité, sadisme ou incompétence est-il considéré comme un fait normal, de routine, un risque calculé

par l'encadrement ? On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. On ne fait pas de « vrais hommes », c'est-à-dire des robots capables de tuer sans conscience en Algérie, au Tchad et demain en Martinique sans laisser sur le carreau quelques irrécupérables. Oui ou non, l'assassinat des appelés est-il une dimension permanente de cette armée rétrograde, sans guerre ni ennemis, la pointe ultime d'un ordre militaire moyenâgeux ?

A cette question, Mr Isnard, on ne répond pas à coup de statistiques truquées. On répond en mettant effectivement en cause un système militaire tout entier appuyé sur la mutilation, la crucifixion physique, psychique, morale des appelés.

Où alors, il faudra que Mr Isnard nous explique à partir de quel taux de morts « fatales » par an parmi le contingent nous serons habilités à dénoncer la barbarie de cette armée, à désigner Galley comme menteur et à appeler « l'explorable accident » de Margival un crime.

A l'armée, l'assassinat ne prend pas nécessairement des formes spectaculaires. On n'y fusille pas les militaires de gauche comme au Chili. Il commence là où commence le « drill » imbécile des classes, là où commencent à s'exercer l'idéologie et les petits talents fascisants de l'encadrement subalterne, c'est-à-dire le premier jour des classes. Il commence à l'instant où une quelconque crevure néglige de faire attacher la sécurité obligatoire à un appelé auquel on impose l'exercice dangereux de la « roulette ». Il commence lorsqu'un officier quelconque oublie de faire tirer les 2 coups de sécurité obligatoire après un tir, lorsqu'un officier de chasseurs alpins trop sûr de lui entraîne un groupe de chasseurs sur un couloir d'avalanche. Bref, il commence là où l'encadrement commence à appliquer ses principes du rendement, du dépassement, de l'effort, son idéologie débile du courage et de la virilité ; il est l'impôt que tout naturellement la troupe doit payer au fascisme ordinaire et indigent qui imprègne tout l'encadrement de cette armée de marionnettes sans envergure.

De l'imprudence, de la négligence délibérément acceptées et commises, presque planifiées à la « bavure », l'« accident fatal » que l'on ne prend la peine de déplorer que lorsqu'il prend des proportions un peu excessives comme à Chézy, mais dont on rigole bien dans le fond, il n'y a qu'un pas. Un pas que l'encadrement franchit quotidiennement et de multiples façons, comme nous allons le montrer.

A L'ARMÉE, C'EST MARCHÉ DU CREVE ET ON EN MEURT

Dans Crosse en l'air numéro 2, un article sur les centres d'entraînement-commando rapporte le dialogue suivant :

« Un capitaine : Il faut que vous atteigniez à l'animal afin qu'en connaissance de cause vous puissiez exiger beaucoup de vos hommes, les pousser aux limites du possible.

Un appelé : quelles sont ces limites ? Réponse : seule la mort est la limite. »

Cet officier n'est pas un fasciste dément égaré dans une armée propre. Il ne fait que résumer merveilleusement la philosophie courante des « crapahuteurs » de l'encadrement. Fascisme du pauvre qui se gargarise de « quand tu n'en peux plus, tu peux en faire encore le double », fait avancer les trainards à coups de tatanes et d'insultes et ne connaît rien de plus exaltant qu'un bon bivouac par -15 degrés (à moins que ce ne soit une prise d'armes d'une heure sans gants).

Rappelez-vous, Mr Isnard, ce para du 9^e R.C.P. trafné évanoui par ses « camarades » au bout d'une corde pendant une marche forcée et stimulé à coups de pieds lorsqu'il s'effondre. Cela se passait en mai 73, à Buzet sur Tarn... Il n'en est pas mort, dites-vous ? Il en a eu de la chance. Une chance que n'ont eue ni le soldat Leclerc de la 72/06 mort le 25 juin 1973 au cours d'une marche près de Lorquin (Moselle) ni le caporal Bay du 92^e R.I de Clermont-Ferrand mort d'une congestion cérébrale au cours d'un raid le 2 décembre 73, ni les quelques dizaines d'autres appelés qui, chaque année, tombent, victimes du « marche ou creve » sempiternel des nostalgiques du djebel...

A L'ARMÉE, L'IRRESPONSABILITÉ ET LA NEGLIGENCE DES GRADES TUENT

Chézy est encore trop proche pour qu'il soit nécessaire encore d'étayer considérablement cette affirmation. Nous avons mis en évidence dans Rouge tous les fils de la machination répugnante orchestrée par Galley et qui consistait à mettre sur le dos du chef de section la

responsabilité de l'accident. Et nous avons montré comment dans les stages commandos, tout est conçu pour pousser les appelés au bout de leurs forces, les acculer à n'importe quoi pour en finir plus vite et dormir. Et nous avons établi sans que personne ne se soit avisé de nous réfuter que le passage sous le tunnel était une pratique courante même si théoriquement prohibée à Chézy et que quelques heures avant l'accident, une autre compagnie avait dû poser des charges explosives fictives, de nuit, sur la voie de chemin de fer, inoffensif exercice...

Fin 72, 5 chasseurs alpins sont morts, plus d'une dizaine ont été blessés au cours de deux accidents successifs dans les Alpes. Deux accidents clairement imputables à l'irresponsabilité des baroudeurs de l'encadrement comme le Monde l'avait rapporté sans équivoque à l'époque. Avez-vous oublié, M. Isnard ?

Ce ne sont pas là des « bavures ». Pas plus que l'homicide par imprudence des soldats que l'on retrouve une balle dans le cœur après des exercices de tir à balles réelles, comme Jacky Hué, tué le 29 novembre 72 à Fontainebleau... L'encadrement se soucie de la sécurité des appelés comme de sa première culotte de peau. Leurs maîtres mots, le rendement, la performance : « Vous êtes là pour en chier ». Et vous en chiez (dans les chasseurs alpins, vous avez 25 % de chances de vous casser quelque chose au cours de vos 12 mois). Jusqu'à en crever, parfois.

A L'ARMÉE, LE MATÉRIEL EST POURRI, ET IL TUE

Dans l'armée allemande, il y a le scandale des « starfighters » qui ont déjà « consommé » quelques bonnes dizaines de pilotes militaires. Chez nous, on est diablement plus prosaïques. On se contente de faire durer le matériel usagé, quel qu'il soit, du PM au camion en passant par le poêle à charbon. Alors on creve aisément, d'intoxication dans sa chambre comme à Angers (13.12.73), d'une balle dans le cœur en nettoyant un FM vieux comme Hérode (La Courtine, février 73), et plus souvent encore dans des accidents de camion : la liste noire est longue : 7 morts, 13 blessés le 4 mai 73 à Reutlingen RFA, 2 morts, de nombreux blessés le 14 août à Fontainebleau, 2 morts, il y a quelques jours à Vaison la Romaine.

Les accidents de la route, dites-vous, M. Isnard, ça n'arrive pas qu'aux militaires. Oui mais : savez-vous qu'on « forme » un conducteur de camion en moins de trois semaines, parfois en 8 jours ? Savez-vous qu'un tel conducteur sera appelé à transporter 22 soldats dans des raids de nuit, sans éclairage, sur des routes de fortune, parfois après de longues heures de marche et en alimentation de survie ? Savez-vous que, lors de l'accident de Reutlingen, par exemple, les appelés ont eux-mêmes conduit leur propre enquête et établi :

— que le camion accidenté était « pourri », vitesses qui grincent, direction qui tire à droite, etc...

— que le chauffeur du camion était contraint de régler sa vitesse sur celle d'une jeep conduite par un officier contrairement au règlement,

— qu'il n'existe aucun système de protection contre les chocs dans le camion affecté au transport des troupes,

— que les secours militaires français sont arrivés considérablement en retard du fait de la lenteur administrative d'un officier de permanence, etc. Dès que l'on commence à aborder le détail du livre noir de l'armée française, les statistiques de M. Isnard font grise mine...

A L'ARMÉE, ON MEURT FAUTE DE SOINS

Dans la vie courante de la caserne, tous les appelés le savent, l'ordinaire médical c'est l'aspirine et le coup de pied au cul. Se porter consultant est une entreprise périlleuse. Au bout de l'aventure, davantage de chances d'écooper d'une corvée supplémentaire que d'une journée de repos. Le terrorisme des crevures n'y est pas

existe pas

pour rien : « Demain, marche. Je ne veux voir personne à l'infirmerie ». Et puis, il y a aussi la médecine expéditive. Celle qui vaccine à tour de bras sans prendre le soin de stériliser l'aiguille après chaque piqure, celle qui prend pour un mal de tête bénin une méningite bien avancée. Le résultat, en deux exemples :

— la mort d'Yvon Tress le 2 février 1972, (tract)

— la mort d'Alain Khalil, le 2 mars 1973 (coupure Politique Hebdo)

« Depuis quinze jours, Yvon se plaint de la grippe. Il se fait soigner. Malgré sa faiblesse physique (il a énormément maigri depuis son arrivée à l'armée) on lui administre le deuxième rappel du vaccin DTTAB.

Le mercredi 2 février, Yvon prend son service le matin, ne prend pas le repas de 12 h mais reste dans la chambre. A 13 h 30 ses camarades se rendent près de lui, l'un d'eux nous dira :

« J'ai cru qu'Yvon était mort, il était livide, sans réaction, avait perdu le sens de l'équilibre. Nous avons dû le porter à trois à l'infirmerie, il était 13 h 45 environ ».

Yvon est alors soi-disant examiné par le capitaine Moutet à 14 h, qui constate une température de plus de 40 degrés. Il restera ainsi à l'infirmerie sans soins appropriés avec la seule couverture que lui ont donnée ses camarades, jusqu'à 17 h 45.

A ce moment son état est très alarmant, le médecin s'aperçoit qu'un purpura s'est développé (éclatement des vaisseaux). Il est alors transporté à l'hôpital civil d'Epinal, mais il est refoulé de cet établissement qui ne veut pas endosser la responsabilité de sa mort. Il refuse également de prêter une ambulance avec le matériel d'urgence nécessaire.

Le voyage continue jusqu'à l'hôpital militaire de Nancy, distant de 80 km. Yvon gardera une lucidité parfaite jusqu'à son arrivée dans la chambre. Il y arrive à 19 h 45 et y mourra peu après 20 H.

Les médecins concluent : « méningite ».

● Alain Khalil, 20 ans, est mort le 2 mars 1973, assassiné par l'armée.

Appelé le 1er février 1973 à la 11ème Batterie du 40ème Régiment d'Artillerie, stationnée à Suippes, près Châlons-sur-Marne, Alain Khalil se plaignant de douleurs à la nuque et d'une forte fièvre, s'était porté consultant à l'infirmerie au matin du 26 février. Sur ordre du lieutenant Pardo, adjoint au capitaine Paris commandant la Batterie, il était renvoyé aussitôt sur le terrain pour des exercices de tir. Le lendemain, 27 février, un accès de fièvre (une température de 41,4 degrés), devait l'autoriser à garder la chambre de l'infirmerie où un médecin militaire concluait à une « forte grippe ». Ce n'est que le 1er mars qu'il était transporté à l'hôpital militaire où il devait décéder dans la nuit d'une méningite cérébrospinale.

On assura la famille d'Alain Khalil que tout avait été fait pour le sauver. De nombreuses précautions furent prises pour que « l'affaire » soit vite classée. Les consignes sanitaires, la suppression des permissions et l'interdiction du courrier devaient éviter la fuite d'informations vers l'extérieur.

Bien entendu, le lieutenant Pardo est toujours en place ; il serait même question pour lui d'une promotion.

A L'ARMEE, ON TRAITE LES JEUNES COMME DES CHIENS, ON LES ACCULE AU DESESPOIR ET ILS SE SUICIDENT

Tout au long des 12 mois, la machine à broyer fonctionne, impitoyable, dès le premier jour des classes. Et les brigades commencent, innombrables, variées, brutales ou sophistiquées, un livre entier ne suffirait pas à en épuiser le registre. La plupart courbent l'échine, se blindent, serrent les dents, résistent, attendent. Mais il y a ceux qui craquent. Alors la ronde infernale commence : « Gon-

zesse », « pédé », « dégonflé » sont les épithètes les plus tendres que le commun des crevures trouve pour cette catégorie d'appelés. Et pour peu que vous soyez réputé un peu gauchiste, objecteur... C'est le baigne.

A tel point que, lorsqu'on touche le fond, une seule issue, en sortir, les pieds devant, s'il faut.

La multitude des jeunes qui ne trouve d'issue à l'anéantissement militaire que dans le suicide constitue une marque d'infamie au front de cette institution dont elle n'est pas prête de se laver.

Innombrables sont les morts et les mutilés qui viennent porter témoignage contre elle : acte d'accusation implacable, le suicide par pendaison d'André Cailleau à Constance après un interrogatoire « poussé » par la SM, la tentative de suicide par le feu dans les mêmes circonstances du corporal-chef Le Moigne à Rennes. Acte d'accusation implacable, le suicide de J.P. Lalanne, objecteur de conscience, incorporé de force et dont une creuvre fit l'éloge funèbre en ces termes : « Lalanne n'était pas un objecteur de conscience, ce n'était qu'une petite frappe », acte d'accusation implacable le geste de Gérard Labullie Burty qui se défenestra, poussé à bout par les brigades... Actes d'accusation innombrables, les tentatives de suicide réussies, ou ratées, des centaines d'autres, connus, inconnus, que la hiérarchie honore de son mépris et qu'elle n'hésite pas à poursuivre pour « mutilation volontaire » lorsqu'ils se ratent... Un procédé répugnant que le Monde avait dénoncé le 23 novembre 1971.

Au lendemain de la constitution de la commission d'enquête sur Chézy, l'armée se hâte de publier le bilan de ses pertes pour 1972... comme c'est étrange ! De ces savantes statistiques, il ressort naturellement qu'à l'armée on meurt toujours aussi modérément et raisonnablement. Bref, Galley et ses généraux ont la conscience tranquille...

Alors, Messieurs, il faudrait nous expliquer pourquoi vous avez érigé en principe absolu le mensonge lorsqu'il s'agit d'établir les responsabilités de la hiérarchie lorsque des « accidents » surviennent ! Innombrables exemples.

● Nous avons déjà parlé de Chézy. Une seule phrase de Galley suffira à alimenter la haine intarissable que la jeunesse éprouve à l'endroit du mensonge militaire :

« Je vais faire tout ce qui est en mon pouvoir pour que de telles bêtises et de telles erreurs ne puissent se reproduire. Emprunter une voie de chemin de fer est une faute lourde qui relève de la désobéissance la plus formelle et de l'aberration ». C'est pour la presse. Sur place, l'encadrement s'exprimait plus prosaïquement : Sergent-Chef Kusiak (responsable atelier navigation) « C'est un accident de parcours, le travail continue. Ils ont fait une connerie, ils ont trinqué ».

Sergent-Chef Dehlin (responsable service administratif du PC) à midi le 23 au mess : « Tiens il n'y a pas de cervelle de stagiaire à manger ».

Sergent-Chef Marine à un appelé : L'Appelé : « Il y a un instituteur qui a les jambes sectionnées ».

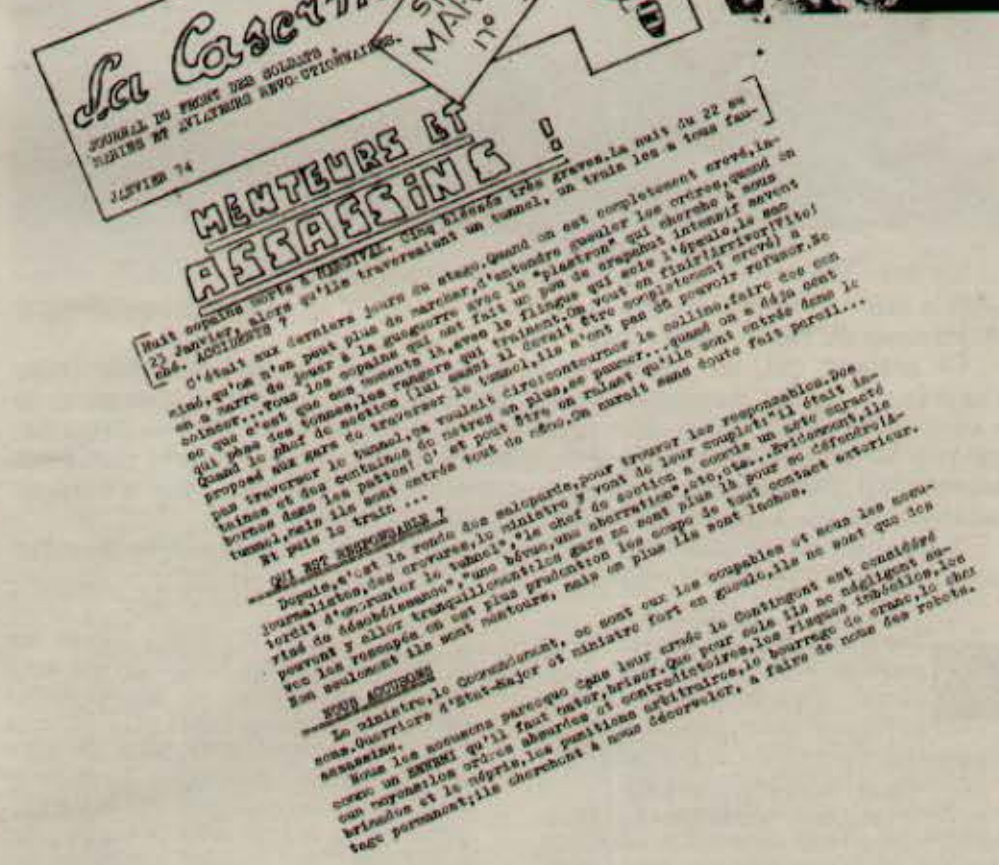
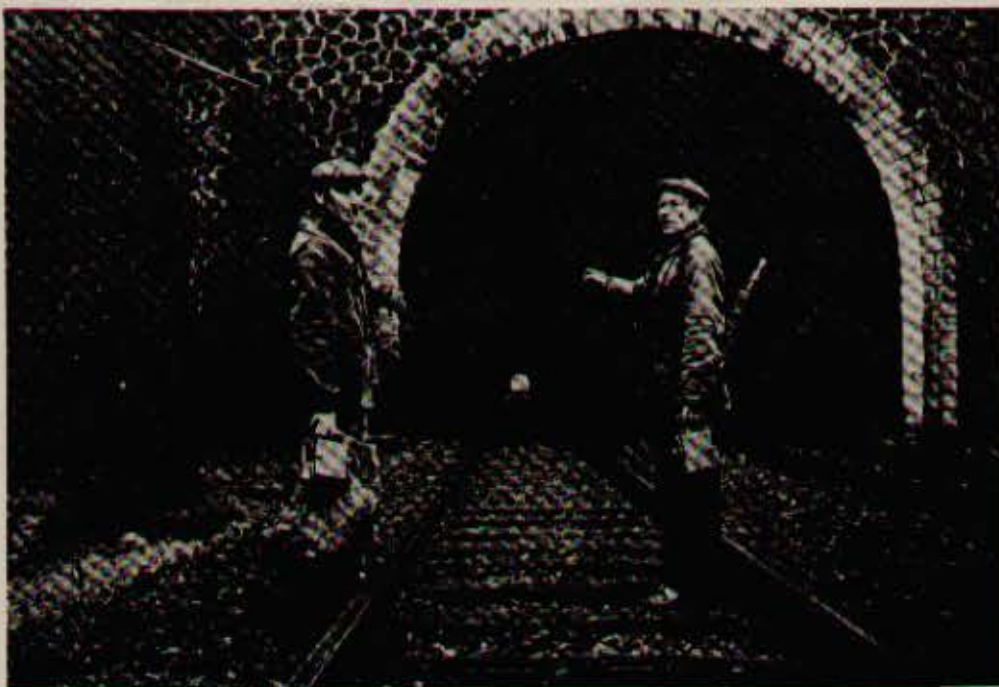
Le Chef : « Un instituteur n'a pas besoin de ses jambes ».

Capitaine Bouscayrolles : « En Algérie, les gars tombaient plus vite, on n'en faisait pas un tel fromage alors ».

● Après le suicide d'André Cailleau, à Constance, l'encadrement a tout de suite trouvé la parade : « Suicide consécutif à une déception sentimentale ». Menteurs ! ont répondu les camarades d'André et la jeunesse de Constance. Pendant plusieurs semaines, les menteurs ont rasé les murs de la ville.

● Réaction de l'encadrement après l'accident de Reutlingen mentionné plus haut. « La cause initiale de l'accident est une erreur de conduite (le véhicule serrait trop à droite) et absolument pas une défaillance mécanique du camion » (P.V. du 21 mai 73). Menteurs et faussaires à nouveau, les responsables de l'état du camion sont ceux là-mêmes qui établissent le procès verbal !

● Menteurs encore les responsables de la mort d'Yvon Tress et d'Alain Khalil qui



jurent leurs grands dieux aux familles des victimes que tout a été fait pour sauver leurs enfants ! (cf. plus haut).

C'est assez d'exemples. Couvrir, par tous les moyens, dégager à tout prix la responsabilité de l'encadrement est le maître mot de ces messieurs, de Galley à la plus obscure creuvre. Un zèle trop empressé pour ne pas devenir suspect et se retourner en acte d'accusation. Silence de mort de la grande muette, silence des tâches et des coupables.

Et pour conclure, revenons aux statistiques de M. Isnard.

Tout d'abord, une question : d'où lui vient donc cette certitude que ces statistiques, d'origine exclusivement militaire, sont rigoureusement exactes ? Nous venons de montrer, dans le détail, que l'encadrement passait son temps à mentir sur les faits. Et pourquoi ne mentirait-il pas sur les chiffres ? Si tout est si clair et irréprochable, que l'armée permette à des juristes, des universitaires de faire leurs propres statistiques sur les accidents survenant dans le contingent. Et alors nous confronterons.

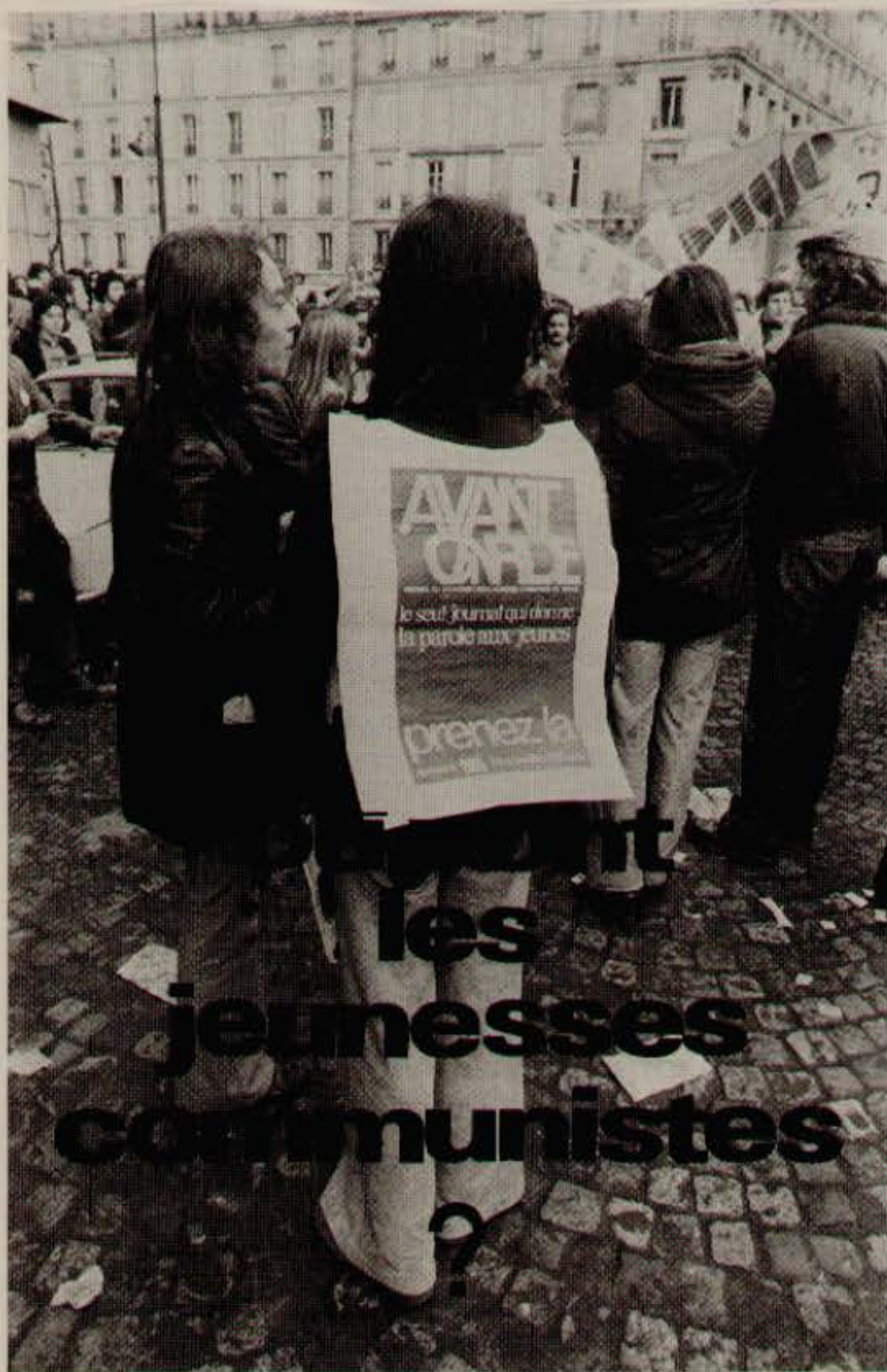
Et ensuite, qu'il est rassurant de constater, au vu de ses fameuses statistiques, que l'encadrement décède plus nombreux

que le contingent ! Mais le problème est que l'encadrement lui, décède en majorité de maladie, voire de vieillesse (ce qui est bien normal puisqu'il est là de carrière) tandis que les appelés meurent davantage par accidents. Curieux, non ?

Et enfin, pourquoi les rubriques des décès sont-elles si habilement conçues que nulle part n'apparaissent distinctement les suicides ? L'art de la falsification s'exerce jusque dans le détail et le spécialiste chevronné, M. Isnard, boit tout cela comme du petit lait !

Ainsi, le droit aux 7%, cela n'existe pas. M. Isnard, rassuré, peut retourner à ses sous-marins et à ses promotions de généraux à trois étoiles. Le problème est que nous avons mis en lumière un scandale incommensurablement plus grand : dans l'armée française, l'encadrement s'arroge le droit de vie et de mort sur les appelés. Il en use et en abuse. Au fil des jours, des mois, des ans, l'armée assassine. Et les coupables continuent leur sale boulot en paix. Jamais ils ne sont traduits devant les tribunaux, même lorsque toutes les évidences sont contre eux.

Il y a là un fait objectif que le plus beau tableau de statistiques ne parviendra pas de si tôt à effacer.



les jeunes communistes

FOTOLIB/ROUGE

La manifestation du 22 février pour l'expulsion de l'ambassadeur du Chili a mis en lumière le profond malaise qui règne au sein de l'organisation de jeunesse du Parti communiste.

Ce malaise qui, au niveau de certains cercles, est une véritable crise, s'exprime sous des manières diverses, dont la principale est évidemment le « cours nouveau » de la JC : ceux qui, il y a peu, vendaient « Nous les garçons et les filles » afin de concurrencer « Salut les copains », occupent aujourd'hui l'ambassade du Chili, renouant ainsi avec un type d'actions minoritaires que la JC n'avait cessé de dénoncer auparavant.

A quoi est dû ce tournant ? En quoi remet-il en cause la nature de cette organisation ? Que signifie-t-il ?

Tout d'abord, la JC est particulièrement sensible à la contradiction qui touche l'ensemble du PCF, qui présente aux travailleurs un programme électoraliste et profondément réformiste, mais doit en même temps être un répondeur, même déformé, à la combativité qui affecte aujourd'hui la classe ouvrière et la jeunesse. Le temps n'est plus où l'on peut rejeter toute action qui n'est pas menée de A à Z par le PC ou ses satellites. Ce qui est vrai au niveau de la classe ouvrière est a fortiori vrai au niveau de la jeunesse. Assez farouchement anti-bureaucratique, la jeunesse a été, depuis mai 68, le point faible des stalinien. C'est par elle qu'ont pu se reconstituer les courants révolutionnaires ; la crise de l'idéologie bourgeoise, de l'institution scolaire radicalisent des dizaines et des dizaines de milliers de jeunes, écorés par les trahisons répétées des stalinien et par le réformisme de leur pratique.

Toutes les mobilisations de la jeunesse — mai 68, l'affaire Guiot, les mobilisations de la circulaire Guichard, l'affaire Overney — se sont faites sans la JC, quand ce n'a pas été contre elle.

UNE SECOUSSE : MARS-AVRIL 73

Dans la première phase du vaste mouvement de mars-avril 73, la JC a été tentée de rejouer le jeu que, depuis 5 ans, elle menait : dénoncer les « gauchistes-Marcellin », la grève générale comme « une provocation », refuser les structures démocratiques (Comités de grève, Assemblées générales) du mouvement. Bref, jouer la diversion.

Cette attitude, la JC put l'avoir jusqu'au 21 mars, date à laquelle elle avait convoqué in extremis une manifestation pour court-circuiter celle du 22 mars prévue par les comités de grève. Sa manifestation fut un échec, grave. Le choix se posait alors : ou continuer sur cette glorieuse lancée, c'était alors le risque pour le PCF de couler pour longtemps son organisation de jeunesse, qui ne s'en serait pas remise si facilement ; c'était la faire se discréditer totalement aux yeux de centaines de milliers de jeunes... Ou alors « se rallier » d'abord à la manifestation du 22, dénoncée comme provocatrice, ensuite aux initiatives du mouvement de la jeunesse.

C'est cette dernière solution qui fut choisie et prolongée par l'attitude du PCF qui évita de (trop) calomnier le mouvement de la jeunesse, et par l'attitude de la CGT qui dialogua avec les représentants des comités de grève.

Mais ce tournant à 180 degrés ne se fit pas sans casse. D'abord, de nombreux militants déchirèrent leur carte de la JC pendant le mouvement de mars-avril ; ensuite, pour ceux qui restaient, la leçon était amère. Rien n'était plus comme avant : il fallait accepter de participer à des mouvements qu'on ne dirigeait pas. Il fallait accepter de travailler avec les courants révolutionnaires qui, pour beaucoup de militants, apparaissent moins comme des « gauchistes-Marcellin » que comme des militants avec lesquels ils divergeaient. A cet égard, les auto-critiques — pas officielles, bien sûr ! — qui furent faites au congrès de la JC après le mouvement de mars-avril sont tout à fait éloquentes.

UN TRAUMATISME : LE CHILI

Mais si les racines de la crise larvée que connaît la JC remontent à mars/avril, c'est évidemment la question du Chili qui l'a exacerbée et portée à son comble.

En premier lieu, par les questions politiques qui ont surgi et ce autant dans la JC que dans le PC lui-même sur la politique de l'Unité populaire, sur le passage au socialisme qui n'a de pacifique que le nom, sur l'armement des travailleurs. Autant de questions brûlantes qui ne touchaient pas seulement le Chili, mais la stratégie du PC en France, où les mêmes problèmes se posaient. Et là, la réalité était trop atrocement éclairante pour que les mensonges stalinien aient pris. Pendant les deux premières manifestations Chili parisiennes, certains membres du PCF ou de la JC n'hésitèrent pas à faire porter aux « gauchistes irresponsables » la responsabilité du coup d'Etat. Ce type d'arguments ignobles fut rapidement abandonné : la plupart des militants de la JC et du PC ne les reprenait pas.

En second lieu, par la question du soutien. L'exclusive lancée par la gauche « officielle » contre le Comité de Soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien pouvait être le fait de la direction du PC. Mais à la base, sur les quartiers, les lycées, les entreprises, la nécessité du soutien le plus large à la résistance, la dénonciation de la barbarie fasciste, bref, les tâches des courants du mouvement ouvrier ne pouvaient souffrir la division.

C'est par centaines que des militants de la JC, agissant contre les directives nationales de leur organisation, militent aujourd'hui dans les comités Chili.

Et la sensibilisation de la jeunesse sur le problème du Chili oblige la direction des JC à préconiser des formes d'action plus « dures ». Ainsi, ce fut l'occupation de l'ambassade du Chili. Action très correcte que Rouge soutint. Seulement... seulement, quatre jours plus tard, il y avait la manifestation internationale des Comités Chili, à laquelle la JC avait refusé d'aller. Ces deux exemples montrent à quel point le « virage » de la JC est beaucoup plus dû à ses difficultés internes et à la pression qu'elle subit, de l'extérieur par le haut degré politique de la frange radicalisée de la jeunesse, de l'intérieur par ses militants de base.

La participation de plusieurs cercles JC au cortège des Comités Chili le 22 février — protestation de facto contre la ca-

pitulation du PCF ; la volonté affirmée de plusieurs cercles de venir sur l'ambassade avec les révolutionnaires le 23 si le PC ne faisait rien, sont autant de signes que la plaie est ouverte et qu'elle n'est pas prête de se cicatrifier.

UNE CRISE DIVERSIFIEE

Les difficultés de la JC prennent, au niveau national, des formes différentes. Incontestablement, c'est sur la question du Chili qu'elles se cristallisent particulièrement, comme nous venons de le voir. Mais elles peuvent se révéler autrement. Ainsi, à Grenoble, ouvertement, une partie de la JC dénonce la « débilite » de l'UNCAL (Union nationale des comités d'action lycéens) et celle de mettre sur pied un « syndicat » lycéen. Plusieurs cercles de l'Union des étudiants communistes se montrent ouvertement critiques par rapport à l'UNEF. La question de l'avortement suscite de nombreux remous, vu les positions prises par le PC et les actions du MLAC ont permis à plusieurs reprises des discussions avec des militants et militantes de la JC qu'on retrouve y compris dans le MLAC.

Sur tous les terrains où se sensibilise la jeunesse aujourd'hui, les militants de la JC hésitent à suivre le sectarisme prôné par leur direction.

Pour notre part, notre position est claire : partout, nous proposons à la JC l'unité d'action. Nous pensons que sur des questions telles que le soutien au Chili en lutte, la lutte contre la réforme Fontanet, les ripostes anti-fascistes, la division ne peut servir que la bourgeoisie. Nous ne sommes pas prêts pour autant à taire les divergences qui nous séparent et, partout, nous acceptons de débattre avec les militants de la JC, non seulement sur les questions tactiques d'organisation de mouvements de masse, par exemple, mais aussi sur le passage au socialisme, le socialisme que nous voulons, etc.

Ces débats, les militants du Front des Cercles Rouges les proposent systématiquement aux militants des JC, en même temps qu'ils se battent pour que les Comités Chili, ou, dans un autre domaine, les comités contre la réforme Fontanet (CCRF) qui se constituent aujourd'hui un peu partout en France, soient le plus large possible. Au mieux, cela permettra une riposte plus large à la bourgeoisie. Sinon, cela permettra de ne plus entretenir la confusion et de savoir qui sont les divi-

M.FIELD

CONTRE LA REFORME FONTANET, PARTOUT A L'OFFENSIVE !

Il y a quelques semaines, Fontanet présentait le projet de réforme qu'il proposera au Parlement en avril 74. Opposé à une jeunesse combative et qui n'oublie pas son expérience de lutte (mars-avril 73 notamment), Fontanet avance un plan d'ensemble cohérent et global de refonte de l'Education nationale.

Les comités contre la réforme Fontanet (CCRF) se sont déjà mis en place dans plusieurs dizaines d'établissements secondaires (on y retrouve entre autres des militants de l'UNCAL et de la JC). Aujourd'hui, les facultés prennent le relais, partout ils doivent se multiplier.

Une tâche importante de ces comités doit être de construire un rapport de force en développant leur coordination. Sans celui-ci, la mobilisation ne se développera que difficilement et sans chances de succès. Cela signifie une popularisation dans les quartiers, les FJT, les entreprises, de l'action des CCRF et inversement, développer dans les facs, les lycées et les CET le soutien aux luttes ouvrières (Rateau et Olivetti par exemple).

Sans attendre une mobilisation centrale, diverses actions ont déjà été menées : 5000 lycéens dans la rue à Paris le 31 janvier ont été la première étincelle. Début février, 3000 lycéens, étudiants et collégiens ont manifesté à Montpellier contre la visite de Fontanet. A Lille, un millier aussi contre le passage de Fontanet. A Paris, alors que des dizaines de lycées ont été touchés par des mouvements sur

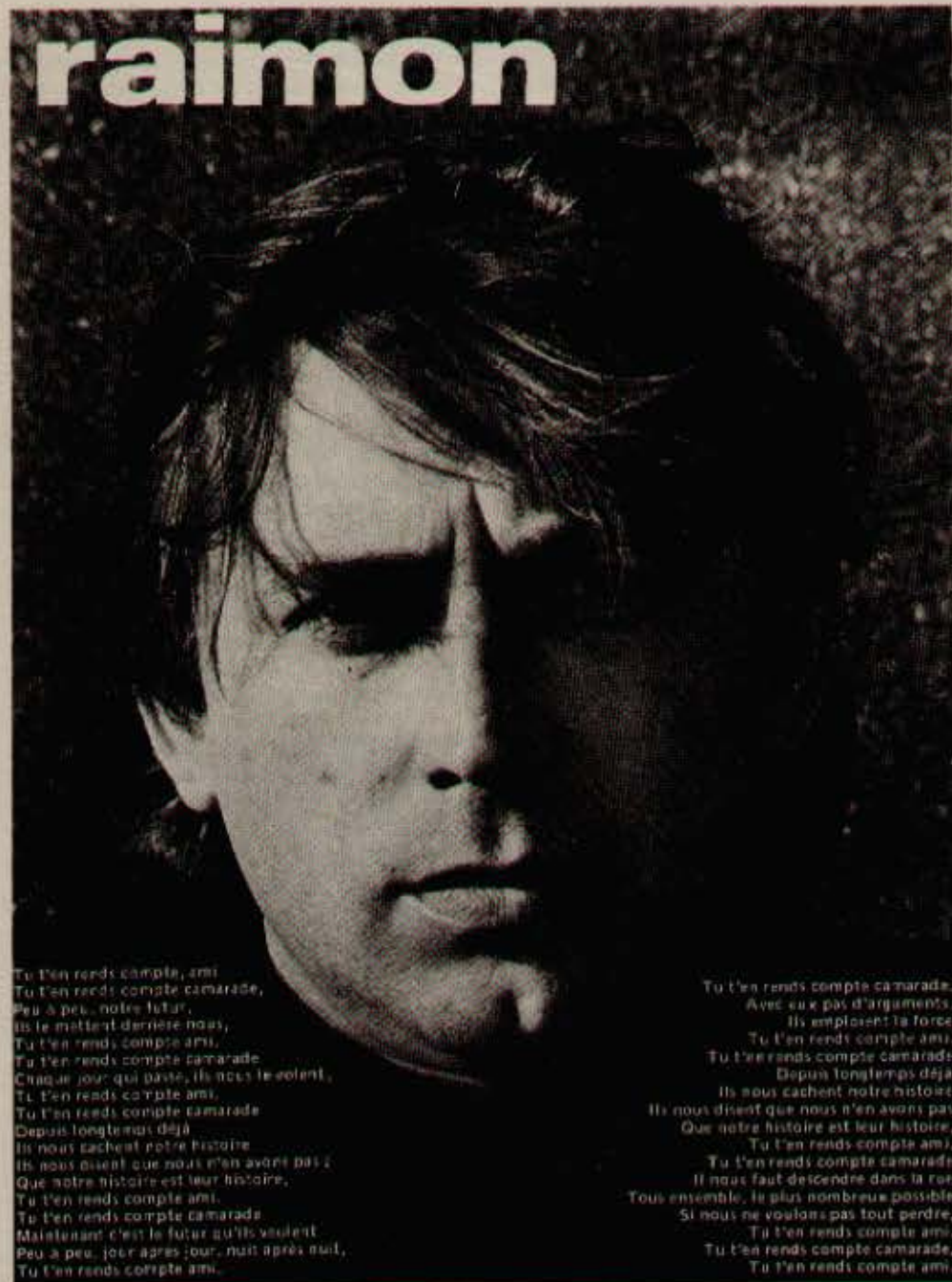
des mots d'ordre différenciés (10 %, répression, sexualité), la lutte contre la réforme apparaît comme un thème unificateur. Grève au lycée technique de Champigny du jeudi 21 au samedi 23. Mardi 26, 250 lycéens d'Arago débrayaient à la suite d'une AG contre la réforme. A Paul Valéry, après la visite des grévistes d'Arago, une AG de lycéens se tient au foyer... pendant que le proviseur essaye de bloquer son déroulement en soufflant dans une corne de brume ! L'après-midi la grève continue et les 100 lycéens occupent les locaux de l'administration au moment même où des parents d'élève et leur fils sont convoqués.

Mercredi 27, à l'appel du CCRF de Balzac, une première coordination se tient pour faire le point. D'ores et déjà, l'idée d'une journée d'action parisienne pour début mars fait son chemin et sera proposée.

de même, à l'université, préparons rapidement la coordination nationale de ces comités.

Dès maintenant, malgré les circulaires répressives, la mobilisation commence :

Partout des CCRF !
Coordinations locales et régionales dans un premier temps !
Journées régionales, notamment quand Fontanet visite une ville !
A BAS LA REFORME FONTANET !
A BAS LA SELECTION SOCIALE !
SEULE LA LUTTE PAIE !



Tu t'en rends compte, ami
Tu t'en rends compte camarade,
Peu à peu, notes l'air,
Ils le mâtent derrière nous,
Tu t'en rends compte ami,
Tu t'en rends compte camarade.
Chaque jour qui passe, ils nous le volent,
Tu t'en rends compte ami,
Tu t'en rends compte camarade.
Depuis longtemps déjà
Ils nous cachent notre histoire,
Ils nous disent que nous n'en avons pas,
Que notre histoire est leur histoire,
Tu t'en rends compte ami,
Tu t'en rends compte camarade.
Maintenant c'est le futur qu'ils veulent,
Peu à peu, jour après jour, nuit après nuit,
Tu t'en rends compte ami.

Tu t'en rends compte camarade,
Avec eux pas d'arguments,
Ils emploient la force,
Tu t'en rends compte ami,
Tu t'en rends compte camarade.
Depuis longtemps déjà
Ils nous cachent notre histoire,
Ils nous disent que nous n'en avons pas,
Que notre histoire est leur histoire,
Tu t'en rends compte ami,
Tu t'en rends compte camarade.
Ils nous font descendre dans la rue,
Tous ensemble, le plus nombreux possible,
Si nous ne voulons pas tout perdre,
Tu t'en rends compte ami,
Tu t'en rends compte camarade.

Au début des années 60, toute une génération étudiante qui avait manifesté pour l'Algérie écoutait et fredonnait « Digem no », « Al vent »... Comme une bouffée d'espoir avait passé les Pyrénées, comme si les premiers frémissements de l'Espagne pétrifiée par la dictature venaient à point renforcer notre élan naissant. Depuis, le mouvement a pris forme et ampleur. Après 4 ans d'absence, RAIMON revient, pour un unique récital, le 5 mars à 18 h à l'Olympia.

Depuis 4 ans que tu n'as pas chanté en France, quoi de nouveau ?

Il y a deux versants dans l'activité d'un chanteur. La création et l'activité publique. Pendant ces quatre ou cinq ans, j'ai séjourné aux USA avec Peete Seeger, ensuite au Chili, en Argentine, en Uruguay et j'ai souvent chanté en Espagne :

Barcelone, Valence, Baléares. J'ai essayé au Pays Basque : interdit ! A Madrid aussi, chaque année depuis 68... Alors j'ai beaucoup chanté dans des petites villes, devant un public plus large, j'ai cherché à échapper un peu à la grande ville, nécessaire pour se faire connaître, étant donné la structure des moyens de diffusion, pour toucher une partie du mouvement ouvrier organisé. C'est difficile à travers la

chanson qui occupe bien sûr une position marginale par rapport aux tâches urgentes d'organisation dans la situation qui est la nôtre. Mais j'ai tout de même réussi à atteindre ce public populaire et j'espère que ça se sent dans les chansons que je fais. Depuis 4 ans, j'ai essayé de récupérer une certaine poésie qu'on n'étudiait pas à l'école, j'ai donc mis en musique des poèmes catalans des XIV et XVèmes siècles. Et j'ai écrit moi-même de nouvelles chansons avec je crois un enracinement plus fort dans les couches populaires de la population, surtout catalane.

Mais comme l'ennemi est le même je crois que ça sert tout le pays...

Le contexte politique a beaucoup évolué en cinq ans. Est-ce que la chanson a suivi ?

Il faut bien comprendre la situation d'un chanteur dans le cadre de l'Etat espagnol. D'abord il y a une censure préalable. Ensuite, il faut demander l'autorisation chaque fois. Le problème, c'est de pouvoir chanter, dire ce qu'on écrit. Pour un chanteur, un citoyen qui vit et s'intéresse aux problèmes collectifs, ça peut couper tout élan.

Tu es connu comme un chanteur catalan. Quelle place a pour toi le problème catalan sur le plan culturel et politique ?

Pour ce qui touche à la question nationale, il faut voir chaque cas concret. En Catalogne, il y a toujours eu un travail culturel très large, embrassant plusieurs couches sociales. De sorte que derrière la question catalane, on rencontre des gens liés à la bourgeoisie aussi bien qu'aux partis et aux groupes de gauche. Il y a une langue qu'on parle depuis le XIIème siècle et qu'on n'a jamais cessé de parler, il y a une littérature qui continue depuis la même époque avec des années bonnes et des mauvaises, comme le beaujolais, mais aussi avec des périodes d'essor (comme pendant la 2ème République, sous la généralité). La guerre civile, pour les Catalans signifie la perte d'une guerre de classes avec le surplus d'une oppression nationale. Ce cadre-là fait que les gens s'intéressent largement à la question catalane. Non seulement la question linguistique, mais l'ensemble de la question économique, administrative, de la structure de l'Etat. La chanson rentre dans ce cadre général, il lui a assuré un très large public. Comme manifestation de la culture catalane, la chanson a été l'expression la plus populaire depuis 39. Ça veut dire aussi que du point de vue administratif, elle a du subir le maximum de restrictions et de censure (plus que le livre par exemple qui

a une audience plus restreinte) pas de radio ou presque pas. Depuis 62 où j'ai commencé à chanter, j'ai fait en tout et pour tout cinq minutes de télé en 64 et c'est tout ! Plus tu touches de public, plus il y a de censure. Et réciproquement, l'existence de ce public crée un rapport de forces qui te permet de continuer à exister...

Quel écho au-delà de la Catalogne ?

Du point de vue des structures de diffusion, Barcelone a un poids sur l'ensemble du pays : 75 % des maisons d'édition et jusqu'à 68, la quasi totalité des maisons de disques étaient à Barcelone. De plus, la singularité de la question nationale en Espagne tient à ce qu'elle concerne des régions qui ne sont pas pauvres mais industrialisées avec un fort mouvement ouvrier et une tradition de luttes ouvrières. De sorte que le cas catalan a un contenu populaire qui peut facilement toucher les couches travailleuses dans l'ensemble du pays, aidé en cela par la thématique même des chansons, par leur qualité artistique... Je suis né en 40 et il y a une communauté, une contemporanéité qui permet de communiquer tout de suite avec un type, qu'il soit de Séville ou de Ciudad Real...

Tes apparitions récentes en Espagne ?

En octobre, j'ai chanté une semaine à Barcelone et ensuite dans des petites villes. En général, à partir de gens qui animent des activités culturelles et qui montent un récital, tantôt avec moi, tantôt avec Pi de la Serra, hors des circuits du business. Maintenant que les autorités veulent nous obliger à chanter dans les théâtres sous prétexte que ce sont eux qui paient les impôts, c'est une manière de nous réintégrer dans le circuit...

Tu dis que tu as évolué de ton côté. Comment le public a-t-il évolué ?

Il y a eu un élargissement de la conscience générale des problèmes collectifs. Surtout sensible là-bas où le manque d'information aboutissait à un certain désintérêt. On disait : politique et politique c'était presque une injure depuis 39. Il y a beaucoup de gens qui ont perdu la peur de la guerre civile et surtout chez les jeunes, il en résulte un élargissement et un approfondissement de la conscience. Je ne peux dire si c'est de la politisation ou de la pré-politisation, mais le fait est qu'il y a des couches de plus en plus larges au-delà même du mouvement ouvrier qui sont entraînées dans le mouvement.

chine

confucius limogé

A nouveau éclate au grand jour une nouvelle phase de la crise persistante de la direction de l'Etat et du Parti communiste chinois. Les attaques sont principalement et violemment orientées contre Lin-Piao sans omettre Liu-Shao-Shi. Cette nouvelle manifestation de la crise politique à rebondissement montre à quel point la direction bureaucratique chinoise a été affaiblie dans la « Révolution culturelle », étant de nouveau confrontée à un conflit interne, cette fois-ci avec les masses chinoises sorties plus éduquées, combattives d'une formidable mobilisation politique et militaire qui échappa au contrôle de la bureaucratie centrale.

Au 10ème Congrès du Parti communiste chinois tenu l'été 73, le rapport de Chou-En-Lai qui occupait la place centrale affirma que « La clique anti-parti de Lin-Piao n'était qu'un petit groupe extrêmement isolé au sein du parti, de l'armée et du peuple et ne pouvait affecter la situation entière. » (Pékin Review, No 35-36, 7 septembre 73). Il est étonnant qu'aujourd'hui la dénonciation de Lin Piao prenne une telle ampleur alors qu'il était caractérisé avec son groupe comme quantité faible et sans effet ! Il est pour le moins étonnant aussi qu'à ce même congrès, Chou-En-Lai n'ait introduit aucune nouvelle politique ou nouvelle orientation donnant au 10ème Congrès du Parti

communiste chinois la fonction de mettre un terme à l'affaire Lin-Piao tout en affirmant naturellement qu'une critique ferme du rôle et des conceptions présumées du défunt maréchal continuera.

La nouvelle campagne lancée d'en haut par la direction du parti et de l'Etat chinois a pris Confucius comme cible déclarée. Et derrière Confucius, ou plutôt dans le profil de Confucius se dessinent les traits de Lin-Piao. Il y eut le couple Krouchtchev-Liu-Shao-Shi, il y maintenant le couple Confucius-Lin-Piao. La « Révolution culturelle » débuta par la mise en cause de l'enseignement de la culture pour aller vite au-delà, après que ces thèmes aient mobilisé d'abord les couches jeunes des lycées et des universités afin de les situer dans le camp de Mao qui éclata ensuite. Aujourd'hui, ces mêmes thèmes qui avaient ouvert en 66 la « Révolution culturelle » sont mis en avant. Mais ils sont rassemblés dans un nom : Confucius, générateur de la culture et de la pensée mandarinale de la Chine traditionnelle, dont les effets néfastes sont soudainement découverts dans leur intensité alors qu'au moment de la « Révolution culturelle », cette découverte n'était pas à l'ordre du jour. Nous optons plutôt pour une interprétation de la campagne en cours comme étant surtout un moyen de l'actuelle direction en place (Mao, Chou et surtout les nouveaux pro-

mus du 10ème Congrès du PCC de l'été dernier : Wang Hung-Weng qui donna le rapport sur la révision des statuts du Parti dont on fit tomber la mention de Lin-Piao comme successeur désigné de Mao, et Chen Yunk-Kuei le paysan héros de la commune de Tachai consistant à utiliser les morts ou les liquidés des directions antérieures du PCC, afin de préparer le terrain pour se débarrasser d'opposants de nature ENCORE indéterminée. Ceci n'est pas une supposition et encore moins de la fiction, c'est directement dicté par la pratique antérieure, fractionnelle comme politique de Mao et ses compagnons de route dans la direction chinoise.

Par son caractère extrêmement large, sans limites, touchant à tout en définitive, la dénonciation de Confucius permet une marge de manœuvre considérable dans tous les domaines de la société chinoise. Dénoncer le passé, le conservatisme, possède des vertus exaltantes pour la jeunesse. Mais peut-on croire un classique et nouvel anathème, traditionnel produit de la polémique interne à la bureaucratie chinoise que Chou-En-Lai vient de lancer officiellement : « Lin Piao et Confucius étaient tous deux des réactionnaires cherchant à faire tourner à rebours la roue de l'histoire. »

Quel matérialiste cohérent peut équivaloir dans le temps Lin Piao et Confucius, produits de deux périodes étrangères l'une à l'autre et

dont la fonction dans le cours de l'histoire ne sont nullement réductibles l'une à l'autre. Lin Piao a officié pour la révolution prolétarienne, Confucius pour un ordre impérial et mandarinale. L'entreprise de Chou-En-Lai, si toutefois il en est l'auteur, ce qui n'est pas dans la tradition de sa pratique antérieure, lui qui s'est toujours situé prudemment du côté du manche au moment de la certitude du choix, est de nature fractionnelle et trouve sans doute sa cohérence dans la lutte contre les « partisans » non liquidés de Lin Piao, qui résistent ici ou là dans l'immensité de l'appareil d'Etat chinois.

La fin de la « Révolution culturelle » n'a pas mis un terme à un moment de l'histoire qui limiterait à la seule appellation contrôlée de « Révolution culturelle » et serait confiné dans ses dates d'apparition et d'arrêt. L'ébranlement de toute la société chinoise est aussi celui de l'appareil d'Etat chinois de cette excroissance gigantesque de fonctionnaires de tout poil. L'appareil de l'Etat chinois n'est pas celui de l'URSS, plus de vingt ans après la prise révolutionnaire du pouvoir en Chine, il s'est cassé, divisé et les masses chinoises n'ont pas été soumises à une terreur stalinienne, atomisée politiquement et organisationnellement comme en URSS. Mais ceci traduit avant tout l'incapacité de la bureaucratie chinoise maïste façonnée aux lendemains

d'octobre 49, de se stabiliser politiquement et économiquement et donc de produire sa propre continuité en tant que couche sociale parasitaire, une politiquement et organisationnellement.

La centralisation de l'appareil d'Etat est nécessaire à cette entreprise, Chou-En-Lai le savait bien qui liquida Lin Piao puis ses seconds au sein de la direction centrale de l'armée. Cette armée qui a presque entièrement fondé la République populaire de Chine dans ses structures. Ce grand nettoyage n'est pas terminé, il est infiniment délicat car il s'attaque à une série de potentats locaux qui ont rebâti le pouvoir bureaucratique dans les provinces au cours de l'étouffement de la « Révolution culturelle » à partir de l'armée. Il y a va de l'autorité du pouvoir central et en contre-jour c'est l'éclatement de l'Etat comme structure centralisatrice aux mains de la bureaucratie qui peut être mis en cause par la dynamique propre des conflits internes à la bureaucratie. Nous touchons là une « maladie » ancestrale de l'histoire chinoise, les féodalités politiques rivales (en anglais l'expression est plus précise : le warlordism) dont l'existence latente reflète le phénomène combiné de l'arriération économique et culturelle de la société chinoise et de l'emprise bureaucratique sur le cours de la révolution.

G. Vergeat



LUXEMBOURG
 interview d'un camarade
 de la L.C.R. sur l'exclusion
 des révolutionnaires
 du syndicat L.A.V.

Cette interview a été réalisée avec notre camarade Jules Housse, ouvrier, ancien membre du Parti communiste luxembourgeois et candidat du PCL pour les élections du Conseil municipal de la ville de Luxembourg, actuellement un des dirigeants du travail ouvrier de la LCR.

Le syndicalisme au Luxembourg, qu'est-ce que cela représente actuellement ?

Il existe essentiellement 2 grands syndicats ouvriers, le LAV, syndicat libre dirigé par la social-démocratie qui regroupe 2/3 des syndicats et le syndicat chrétien LCGB, très droitier qui regroupe 1/3.

Après la guerre, la direction ultra-droitière du LAV avait provoqué la scission du syndicat, scission qui donnait naissance à un syndicat dirigé par les staliniens. Depuis la réunification au début des années soixante, cette direction là a été relayée et a contribué depuis à créer un parti bourgeois, scission de droite du parti socialiste.

Il faut comprendre que depuis 30 ans il n'y a plus eu de confrontation de classes ouverte au Luxembourg. Cela a des répercussions évidentes sur le fonctionnement intérieur du syndicat. Non seulement la direction s'est embourbée dans des organes de collaboration de classe, mais encore, il n'existe pas de vraie vie intérieure, pas de section d'entreprise, pas de contrôle par la base.

Le PCL, bien que très fort dans les grandes entreprises de la sidérurgie où ses militants sont majoritaires dans bien des délégations ouvrières a été complètement écarté de la direction. Cela ne l'empêche pas de mener une ligne suiviste par rapport à la fraction dirigeante social-démocrate.

Quelle est la force des révolutionnaires dans le mouvement syndical ?

Il est clair que le caractère bureaucratique du fonctionnement intérieur du LAV ne permet pas une discussion large et démocratique. Beaucoup de sections locales ne se réunissent qu'une fois par an et ces assemblées là ne sont fréquentées que par un pourcentage infime des membres. Notre travail se situait donc essentiellement à l'extérieur des syndicats, bien que nous ayons bien sûr toujours expliqué la nécessité de l'organisation syndicale et que les ouvriers trotskystes aient toujours contribué à renforcer les syndicats par le recrutement, etc. Nous avons toujours exigé la création de sections d'entreprise, ce qui est appuyé par les syndicalistes combattifs. Dans une localité nous avons commencé à reconstruire une section des jeunes syndicales, qui depuis longtemps n'existait que sur le papier. Après quelques succès, le responsable national à la jeunesse dans la direction a dissous la section d'une façon infâme, expliquant que les réunions de la section ne servaient qu'à prendre des drogues ! Il faut cependant souligner que les révolutionnaires sont bien acceptés par la base et parfois élus dans les comités locaux.

Comme forces d'extrême-gauche, il n'y a pratiquement que les maoïstes-centristes du KBL et nous. Nous sommes

hégémoniques par rapport au KBL qui mène une politique opportuniste dans les entreprises. Lors de la signature du dernier contrat collectif dans l'industrie sidérurgique, les camarades du KBL ont soutenu les revendications d'augmentations salariales des syndicats finalement, les patrons ont concédé des augmentations supérieures à celles des syndicats et du KBL, en laissant complètement de côté d'autres revendications très importantes concernant la durée du travail et des problèmes de rentabilisation capitaliste de l'industrie sur le dos des travailleurs.

Quel est le développement de la lutte des classes ces derniers temps et quelles sont les raisons de votre exclusion ?

Après une trêve sociale quasi ininterrompue depuis la guerre, des débuts de luttes se sont manifestés ces deux dernières années. Puisque les canaux normaux dans les syndicats pour articuler le mécontentement sont bouchés, ces luttes n'ont qu'à peine touché les syndicats. En été, il y a eu dans l'industrie sidérurgique qui occupe la grande majorité du prolétariat luxembourgeois, des débrayages spontanés face aux cadences infernales dans les trains laminoirs. Les ouvriers ont même commencé à contrôler les cadences. Nous avons joué un rôle important dans cette lutte. Pour canaliser le mécontentement croissant, la direction du LAV a appelé à une grève générale pour le 9 octobre 73 sur un programme de revendications très général. Au début, beaucoup d'ouvriers ont ressenti cela comme une manœuvre de diversion, mais face à la campagne hystérique de la bourgeoisie, les rangs du prolétariat se sont serrés et la grève s'est soldée par un succès éclatant : participation d'environ 70 % malgré le boycott du syndicat chrétien, 30.000 ouvriers à la manifestation à Luxembourg-ville.

Le blason des bureaucrates s'est redoré provisoirement et ils ont réussi à faire passer un contrat collectif misérable dans la sidérurgie sans oser faire approuver le résultat des négociations par un referendum. Ils ont utilisé le renforcement provisoire de leur prestige pour frapper durement les révolutionnaires. Par là, ils comptent arrêter les courants qui ont commencé à prendre des initiatives de lutte sans consulter la direction et empêcher que les discussions soient menées à la base sur une orientation de lutte de classe du syndicat.

Il faut cependant souligner que, vu le retard de la lutte de classe par rapport à la France, par exemple, la formation d'une couche d'avant-garde dans la classe ouvrière qui agit largement d'une façon

autonome par rapport aux directions réformistes, n'est qu'à ses débuts. Voilà un facteur qui a évidemment facilité les mesures répressives de la direction du LAV.

Comment s'est opérée l'exclusion, quelle est la riposte ?

La direction proposa à la conférence nationale une motion d'incompatibilité entre l'appartenance aux organisations révolutionnaires et au LAV. Elle prévoyait même l'exclusion des sympathisants des révolutionnaires. Comme les délégués du PCL étaient méfiants, se doutant de la dynamique que cela pourrait créer y compris pour les membres de leur propre parti, la motion n'exige finalement que la surveillance de l'activité des révolutionnaires et des exclusions sur un plan individuel. La motion contient encore la clause infâme que la LCR et la KBL étaient des organisations anti-syndicales.

Nous avons tout de suite lancé la riposte, entre autres, un comité pour la défense de la liberté d'expression dans les syndicats s'est créé. Les listes de protestation ont été signées massivement. Même des membres éminents du parti socialiste l'ont signée.

Jusqu'ici, il n'y a pas encore eu d'exclusions, mais nous n'avons pas d'illusions là-dessus. Il est sûr que lors des premières exclusions, bien des ouvriers seront mobilisables qui n'ont pas encore réagi actuellement vu la situation un peu vague créée par la conférence nationale.

Que peuvent faire les travailleurs français qui luttent pour un syndicat de lutte de classes à fonctionnement démocratique ?

L'envoi de protestations des autres pays européens au LAV (LAV, 65 boulevard Kennedy, Eschs/Alzette-Grand Duché de Luxembourg) et au comité de défense (BP Militant 1182 - Luxembourg-ville) est très important pour nous et pour le moral des ouvriers combattifs. Même les protestations provenant de petites sections syndicales nous aideraient beaucoup. La direction syndicale a horreur du discrédit international.

Pour finir, la LCR va-t-elle participer à la campagne pour les élections législatives ?

Les élections législatives ont lieu le 26 mai. Nous avons présenté 24 candidats pour 59 possibles. Nous comptons propager par là le marxisme révolutionnaire et influencer les débuts de luttes entreprises par les ouvriers combattifs et dénoncer le crétinisme parlementaire des réformistes.

SOUSCRIPTION
 soutenez rouge

SOLDE ANTERIEUR	119.239,30
Blois	205,00
Le Mans	200,00
Lyon	342,00
Lyon	130,00
Lyon	200,00
Lyon	100,00
Reims	275,00
Reims	25,00
Montpellier	1390,00
Flers	146,00
Flers	100,00
Flers	100,00
L.T., Pontoise	20,00
Librairie Rouge	117,35
A.C., Beauvais	100,00
H.H., Berlin	183,65
TOTAL	122.873,30